



ALGÉRIE – RUSSIE UNE COOPÉRATION AU SERVICE DE LA STABILITÉ RÉGIONALE

Page 24

LE JEUNE

N° 8297 MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025

FRANCE

INDÉPENDANT

www.jeune-independant.net

direction@jeune-independant.net

Attaque contre une
mosquée à Grenoble

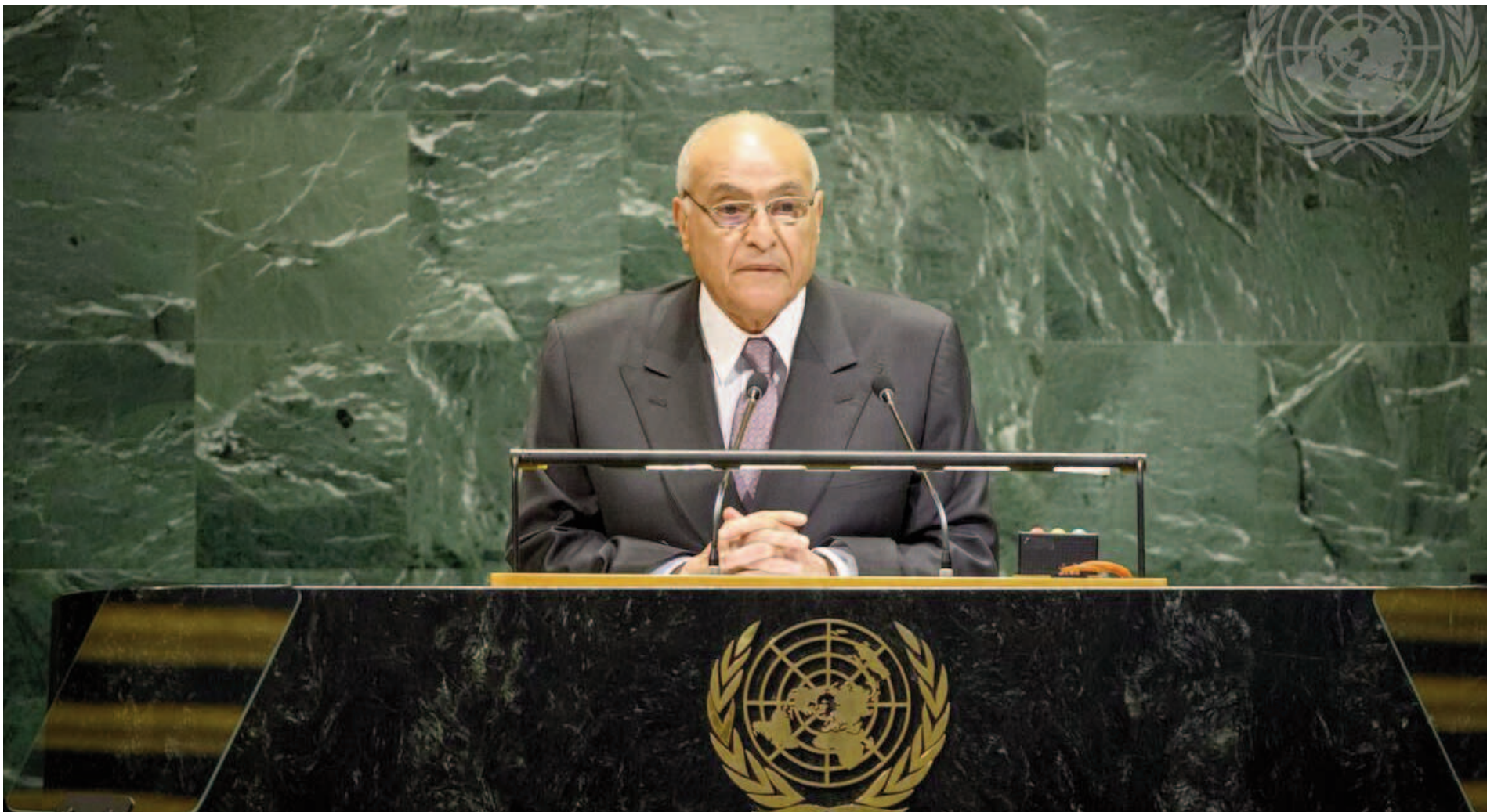
Page 24

SOLUTION À DEUX ETATS EN PALESTINE

ATTAF : «LE CONSENSUS INTERNATIONAL SEUL GARANT»

L'Algérie a salué, avant-hier soir à New York, la tenue de la Conférence sur la solution à deux Etats, issue d'un consensus international authentique. Présent à cet événement, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a souligné que «ce consensus constitue le garant fondamental d'un règlement permanent, juste et définitif du conflit israélo-palestinien».

Page 3



UNIVERSITÉ DES SCIENCES DE LA SANTÉ YUCEF-EL KHATIB

Les étudiants
inquiets pour leur
avenir

Page 2

NUMÉRISATION ET RÉFORMES ADMINISTRATIVES

La feuille de
route de Saihi

Page 6

FESTIVAL INTERNATIONAL DU MALOUF

Une harmonie
des cultures

Page 9

DANS l'optique de renforcer les échanges algéro-chinois, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a supervisé, hier, l'ouverture officielle de l'Institut Confucius à l'Université d'Alger 2 Abou El Kacem Saâdallah, destiné à l'enseignement de la langue chinoise.

La cérémonie s'est déroulée à l'auditorium Malek Bennabi de l'Université, en présence de l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, du wali délégué de Bouzaréah, du président de l'Association d'amitié algéro-chinoise, du recteur de l'Université chinoise « Northwest », ainsi que des autorités sécuritaires et de la communauté universitaire.

À cette occasion, le ministre a tenu à souligner que l'Institut Confucius représente « une étape importante pour renforcer et consolider le transfert des connaissances », tout en favorisant la mise en œuvre de programmes de jumelage entre les universités algériennes et leurs homologues chinoises.

Dans la même veine, il a également souligné que cette nouvelle structure se veut « un pont pour le rapprochement culturel » et pour le développement de l'amitié entre étudiants et enseignants des deux pays.

Cette inauguration s'inscrit dans la continuité d'un processus engagé en octobre 2024, avec l'ouverture du département de langue chinoise au sein du même campus, fruit d'un partenariat entre l'Université d'Alger 2 et l'Université chinoise « Northwest ». Lors de cet événement, le recteur de l'Université d'Alger 2, rappelons-le, avait déclaré que la création de ce département constituait « une pierre angulaire dans l'enseignement de la langue chinoise en Algérie », soulignant qu'il s'agissait d'une étape inscrite dans le « programme de coopération entre l'Algérie et la Chine, auquel le président Abdelmadjid Tebboune et son homologue Xi Jinping accordent une grande importance ».

De son côté, le vice-recteur de l'Université « Northwest » avait mis en exergue la volonté de son établissement de « promouvoir l'échange scientifique et académique » avec l'Université d'Alger 2, tout en exprimant son souhait de voir cette collaboration contribuer à approfondir les liens d'amitié entre les deux institutions.

Khalil Aouir

Les futurs médecins inquiets pour leur avenir

La nouvelle année universitaire a démarré, avant-hier, à l'Université des sciences de la santé Youcef - El Khatib de Ben Aknoun à Alger. Si l'événement a pris des airs de fête, il n'a pas suffi à dissiper les inquiétudes persistantes, autour des incertitudes professionnelles qui pèsent sur les futurs médecins.



Des incertitudes qui pèsent.

La faculté a accueilli les nouveaux étudiants pour une journée d'immersion placée sous le signe de la découverte et de la convivialité. Entre stands d'information, activités culturelles et sportives, une table de ping-pong a même fait son apparition et échanges avec les nouveaux arrivants, l'événement avait tout d'un « Open Day » à l'internationale. Une manière festive de lancer l'année universitaire 2025-2026 et d'initier, surtout, les étudiants de première année aux trois grandes spécialités que regroupe ce campus, à savoir la médecine, la pharmacie et la médecine dentaire.

« C'est très sympa, on a l'impression de vraiment entrer dans la vie universitaire », a déclaré au Jeune Indépendant, Lyna, nouvelle étudiante, en découvrant les amphithéâtres du vaste site. D'autres partagent le même enthousiasme, bien que certaines inquiétudes transparaissent déjà, notamment autour de l'usage de l'anglais. « Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique nous dit que c'est facultatif, mais les enseignants annoncent que certains cours, surtout en informatique ou autres, seront dispensés en anglais... pour l'instant, on n'y comprend pas grand-chose », a confié un étudiant de première année.

Si l'ambiance de la journée inaugurale se voulait détendue, les plus anciens rappellent que le quotidien des sciences médicales est bien plus exigeant. « Les cours n'ont pas encore commencé, mais comme chaque année, le programme est surchargé, c'est énormément de travail. L'an dernier, avec la grève qui a duré plus d'un trimestre, nous

avons dû rattraper en accéléré, c'était très intense ! », a expliqué Riad, étudiant en cinquième année de médecine. « On attend toujours l'application des solutions concrètes et durables », renchérit son camarade Wail. Il convient de souligner que, selon eux, par peur de voir leur parcours marqué par une année blanche, les étudiants ont rejoint les bancs de l'université.

Ces mouvements de contestation, rappelons-le, ont marqué profondément la précédente année universitaire. Le Caucus national des étudiants en sciences médicales avait initié une grève ouverte, en octobre 2024, pour dénoncer les manquements répétés dans leur formation, entre autres le manque de stages pratiques, l'absence de cahier de stage dédié au médecin interne en septième année, les conditions difficiles, les postes de résidanat, etc. À cela s'ajoutent des revendications persistantes autour de la reconnaissance des diplômes gelée par les autorités, pour limiter l'exode des médecins vers l'étranger, ainsi que le montant jugé dérisoire des bourses attribuées aux internes.

Pour nombre d'étudiants, l'inquiétude dépasse le cadre universitaire. Ce sont les perspectives professionnelles qui comptent. « On nous forme, mais derrière, on n'est pas sûrs de trouver un poste. Cette disparité entre les besoins en effectifs des hôpitaux et le nombre de médecins formés crée un climat de peur. Moi, j'ai carrément peur d'être au chômage après tant d'années d'études et de sacrifices », a témoigné Mourad, étudiant en cinquième année de médecine. Pour rappel, l'annonce d'une exclusion automatique de

trois ans en cas d'abandon de poste a également ravivé les tensions, perçue comme une mesure punitive qui ne fait qu'aggraver le blocage. Selon le communiqué du ministère, la mise en application de l'article 9 relatif aux conditions d'inscription à la phase de formation en spécialité médicale a été suspendue.

Cette décision intervient dans l'attente d'une révision du texte, qui sera menée avec la participation des représentants des étudiants. Elle fait suite à la rencontre initiée en décembre 2024 par le ministre Baddari, réunissant les doyens des facultés ainsi que les représentants des étudiants des trois filières médicales : médecine, pharmacie et chirurgie dentaire.

Le ministère de l'Enseignement supérieur, en coordination avec d'autres acteurs gouvernementaux, a tenté d'apporter des réponses à la crise en mettant en place plusieurs mesures, parmi lesquelles la levée de la mesure de gel, l'augmentation du nombre de postes de résidanat et de la bourse, ainsi que la réduction du nombre d'étudiants admis en sciences médicales dès cette année... Toutefois, ces dispositions restent considérées par les étudiants interrogés comme étant, pour certaines, encore « en attente » et, pour d'autres, jugées « insuffisantes ». D'ailleurs, pour les futurs médecins, le problème demeure entier, ils s'interrogent sur leur avenir dans un système de santé national en souffrance, selon eux, où au-delà du spectre du chômage, les conditions de travail sont extrêmement difficiles.

Khalil Aouir

ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE TIZI OUZOU

Plus de 840 étudiants bénéficieront de la nouvelle annexe

DU QUOTA national concernant l'École normale supérieure (ENS), fixé à 2 000 places pédagogiques, 843 ont été attribuées à la wilaya de Tizi Ouzou, plus précisément à l'université Mouloud Mammeri, qui a ouvert une annexe dédiée à cet effet au niveau de son pôle de Tamda. La formation des enseignants, spécialité de l'ENS, concernera les trois paliers de l'éducation : primaire, moyen et secon-

daire. À noter que l'ouverture d'une annexe par l'ENS de Bouzaréah (Alger) à Tizi Ouzou constitue une première. Outre cette nouveauté qui marque la rentrée universitaire 2025-2026 à Tizi Ouzou, il est également à relever que, parmi les 50 000 étudiants que comptait l'université Mouloud Mammeri à la fin de l'année universitaire 2024-2025, s'ajoutent cette année 10 758 nouveaux inscrits, corres-

pondant aux bacheliers de cette promotion. S'agissant de l'ensemble des spécialités enseignées, la prévision des responsables a porté sur un total de 9 915 places pédagogiques. Enfin, une résidence universitaire de 2 000 lits doit entrer en service sur le campus de Tamda dans les prochains jours.

Saïd Tisseguine

SOLUTION À DEUX ETATS EN PALESTINE

Le consensus international est seul garant

L'Algérie a salué, avant-hier soir à New York, la tenue de la Conférence sur la solution à deux Etats, issue d'un consensus international authentique. Présent à cet événement, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf a souligné que «ce consensus constitue le garant fondamental d'un règlement permanent, juste et définitif du conflit israélo-palestinien».

Dans son allocution à l'occasion de cette Conférence internationale de haut niveau pour le règlement pacifique de la question de Palestine, M. Attaf a affirmé que «ce consensus international représente le garant fondamental d'un règlement juste, permanent et définitif du conflit israélo-palestinien», de même qu'il constitue un « rempart solide contre les politiques expansionnistes d'Israël sous le couvert du mythe du « Grand Israël ».

Pour le chef de la diplomatie algérienne, ce consensus international demeure «la réponse la plus éloquente aux illusions de l'occupation israélienne et à sa prétention de détenir, seule, le pouvoir de s'opposer à l'établissement d'un Etat palestinien sur la terre de Palestine».

«Le moment est venu d'engager une action concrète pour matérialiser et imposer ce consensus à plusieurs niveaux», a martelé M. Attaf.

«Le premier niveau, précise le ministre d'Etat, consiste à élargir la base de la reconnaissance internationale officielle de l'Etat de Palestine en tant que réalité irréversible». Le deuxième réside dans l'admission de la Palestine comme Etat membre de plein droit des Nations Unies, une adhésion que «le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune n'a eu de cesse de défendre et de revendiquer depuis cette tribune onusienne», a ajouté M. Attaf.

Le troisième niveau, a-t-il ajouté, concerne «la mobilisation sur les plans diplomatique, juridique, politique et économique contre les projets de l'occupation visant l'annexion des terres palestiniennes et le déplacement du peuple palestinien de sa terre historique».

Quant au quatrième et dernier niveau, le ministre d'Etat a indiqué qu'il porte sur «la scène palestinienne intérieure, appelée à resserrer ses rangs et à unifier sa parole afin de recouvrer l'indépendance de sa décision, la force de son action et l'écho de sa voix aux niveaux régional et international».

Pour rappel, M. Ahmed Attaf, a participé, hier soir à New York, à la réunion de haut niveau du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la question palestinienne et la situation au Moyen-Orient.

Selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères, cette réunion est convoquée à la demande de l'Algérie et des pays islamiques membres du Conseil de sécurité.



Il faut souligner que la conférence internationale de haut niveau sur le règlement pacifique de la question palestinienne et la mise en œuvre de la solution à deux Etats a été organisée en marge de la 80e session de l'Assemblée générale des Nations unies. Cet événement a réuni un grand nombre d'Etats membres de l'ONU, ainsi que des organisations internationales et régionales.

Cette conférence sur la solution à deux Etats devait initialement se tenir en juin dernier, mais a été reportée en raison de l'agression sioniste contre l'Iran. Il a alors été décidé de l'organiser en deux étapes. La première s'est tenue le 28 juillet au siège de l'ONU à New York, au niveau des ministres des Affaires étrangères. Cette dernière a abouti à la « Déclaration de New York », qui comprend un ensemble de dispositions clés axées sur les positions et engagements internationaux concernant le processus

de paix et la solution à deux Etats ainsi que des « mesures concrètes » à même d'aller vers une solution à deux Etats.

Le 12 septembre dernier, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution historique, approuvant à une écrasante majorité (142 voix) la « Déclaration de New York », soutenant la solution à deux Etats et la création d'un Etat palestinien indépendant. Plusieurs autres pays ont annoncé leur reconnaissance officielle de l'Etat de Palestine. Il s'agit notamment du Royaume uni, de Malte, le Luxembourg, la France, la Nouvelle-Zélande, l'Arménie, la Belgique, Saint-Marin et Andorre. Trois autres pays importants ont reconnu officiellement l'Etat de Palestine, à savoir, le Canada, le Portugal et l'Australie, portant ainsi à 153 le nombre de pays reconnaissant l'Etat de Palestine sur les 193 Etats membres de l'ONU.

Hachemi B.

DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE

Le Parlement d'Amérique centrale salue l'adhésion de l'Algérie à l'AIPA

LE PARLEMENT d'Amérique centrale (Parlacen) a adressé un message officiel de félicitations à Ibrahim Boughali, président de l'Assemblée populaire nationale (APN) et président de l'Union parlementaire arabe, à l'occasion de l'adhésion de l'Algérie en tant que membre observateur à l'Assemblée parlementaire de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (AIPA).

Dans une lettre signée par le secrétaire exécutif de l'organe exécutif administratif du Parlement, H. D. Edgar Sis, l'instance régionale a mis en avant la portée de cet événement. Elle a indiqué que « cet accomplissement représente une étape importante dans l'élargissement des canaux de dialogue et de coopération régionale,

ainsi que dans le renforcement des liens entre nos pays ». Le Parlacen a profité de ce message pour réaffirmer sa volonté de consolider les passerelles de coopération interparlementaire. Selon ce même document, l'institution centrafricaine s'est dite « convaincue que cet effort commun contribuera à promouvoir la coopération, à consolider la paix et à soutenir le développement durable, au bénéfice des peuples de nos régions et du monde ».

De son côté, l'Assemblée populaire nationale a estimé que cette prise de position illustre, aux yeux de plusieurs observateurs, « la place croissante qu'occupe l'Algérie sur la scène parlementaire internationale ». L'APN a également souligné que ce soutien reflète les « efforts sou-

tenus » déployés par Alger pour ancrer une culture du dialogue et élargir ses partenariats à travers les différents continents.

Pour rappel, l'adhésion de l'Algérie à l'AIPA a été officialisée samedi à Kuala Lumpur, en Malaisie, lors d'une cérémonie organisée en marge de la session annuelle de cette organisation parlementaire qui rassemble les pays de l'Asie du Sud-Est.

Le Parlement d'Amérique centrale, qui compte des États membres, comme le Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, le Panama et la République dominicaine, a tenu à inscrire son message dans une perspective de rapprochement intercontinental.

Khalil Aouir

Convergence de vues sur les questions mondiales

LE PRÉSIDENT de la Commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté nationale à l'étranger au Conseil de la nation, Omar Dadi Adoun, a reçu hier, au siège du Conseil de la Nation, M. Choe Il Gwang, chargé d'affaires par intérim de l'ambassade de la République populaire démocratique de Corée en Algérie. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du Conseil.

Cette rencontre a été, selon la même source, l'occasion de rappeler « la profondeur des relations historiques entre les deux pays », en soulignant le soutien constant de la Corée du Nord à l'Algérie durant la guerre de libération nationale et sa reconnaissance précoce du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA).

Les discussions ont porté sur « la volonté commune des responsables algériens et coréens de diversifier les domaines de coopération et de renforcer le dialogue bilatéral et multilatéral, notamment au sein des instances régionales et internationales », a précisé le Conseil.

Les deux parties ont également souligné « l'importance d'un alignement stratégique face aux défis internationaux actuels, avec un accent particulier sur la situation au Moyen-Orient et la question palestinienne », tout en réaffirmant « le rejet de l'ingérence dans les affaires internes des États et la nécessité de promouvoir le soutien international au maintien de la paix, de la sécurité et du développement, conformément aux appels du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune ».

En matière de coopération parlementaire, M. Dadi Adoun et M. Choe Il Gwang ont souligné « l'importance d'intensifier les échanges de délégations et d'envisager la création d'un groupe parlementaire d'amitié entre l'Algérie et la Corée du Nord ».

Le diplomate coréen a par ailleurs réitéré « le soutien constant de son pays à la résolution du conflit au Sahara occidental dans le cadre de la légalité internationale et de la décolonisation, garantissant ainsi le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination ».

Cette rencontre démontre, selon le communiqué, « l'engagement des deux pays à consolider un partenariat historique, fondé sur le respect mutuel, la solidarité et la coopération sur les questions internationales ».

Aymen D.

ZONES INDUSTRIELLES, RESTAURATION SCOLAIRE ET PROPRIÉTÉ URBAINE

Les chantiers en cours à Oran

ZONES INDUSTRIELLES, écoles et gestion des déchets étaient au cœur de l'actualité dans la soirée du lundi. Plusieurs projets d'aménagement et de stockage de céréales ont été inspectés par les autorités locales dans les zones de Tafraoui, Sidi Belkheir, Karama et Es-Senia.

Une visite surprise dans une école primaire de Tafraoui a permis de constater la mise en service des cantines scolaires dès la rentrée. Enfin, la situation de l'entreprise publique « Oran Propreté » a été examinée lors d'un conseil d'administration consacré au bilan 2024 et à la modernisation du parc matériel.

La journée a été marquée par une série de visites et de réunions. À Oued Tlelat, Karama et Es-Senia, le wali d'Oran, Samir Chebani, a suivi de près l'avancement de plusieurs projets structurants.

À Tafraoui, l'attention s'est portée sur l'aménagement global de la zone, la construction d'un réservoir d'eau et la réalisation d'une usine de fabrication de pneus. À Sidi Belkheir, les travaux routiers, ainsi que la mise en place de silos et d'entrepôts de stockage de céréales, ont également été examinés.

Le premier responsable de l'exécutif a insisté sur le respect des délais de livraison et sur la nécessité de doter ces zones en infrastructures de base telles que l'eau, l'électricité, le gaz et la fibre optique.

En marge de cette tournée, une visite inopinée a eu lieu à l'école primaire Djebbar Abdelkader, au village de Garaïdia, dans la commune de Tafraoui. Elle avait pour objectif de vérifier l'application des directives nationales prévoyant l'ouverture des cantines scolaires dès le premier jour de la rentrée.

Sur place, il a été constaté que les repas avaient bien été servis aux élèves. L'établissement a par ailleurs reçu de nouvelles instructions pour renforcer ses équipements sportifs et améliorer les conditions d'accueil des écoliers.

En fin de journée, un conseil d'administration de l'entreprise publique « Oran Propreté » s'est tenu au siège de la wilaya. À l'ordre du jour figuraient la présentation du bilan financier et moral de 2024, le rapport du commissaire aux comptes ainsi que la révision du tarif de collecte des déchets ménagers.

Les débats ont mis en évidence plusieurs insuffisances dans la gestion de l'entreprise.

Les responsables ont été appelés à redoubler d'efforts pour redynamiser la structure, valoriser davantage les ressources humaines et moderniser le parc matériel par l'acquisition d'équipements adaptés.

Entre projets économiques, amélioration des services scolaires et organisation de la gestion des déchets, l'ensemble de ces actions reflète la diversité des chantiers en cours à Oran ainsi que les priorités fixées pour accélérer le développement local et améliorer la qualité de vie des citoyens.

Brahim Mazi

LIGNE FERROVIAIRE MINIÈRE EST

Le suivi rigoureux de Djellaoui

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a achevé, hier, son périple à travers les wilayas de l'est du pays en marquant deux haltes, la première à El Tarf et la seconde à Annaba, pour s'enquérir de l'état d'avancement des travaux de la ligne ferroviaire Est Annaba-Boucheğouf-Tébessa-Djebel Onk-Bled El Hadba, mais aussi du port de phosphate.

Dans cette dernière wilaya, Djellaoui a inspecté les travaux d'extension du port phosphatier, qui entre dans le cadre du mégaprojet intégré de phosphate dont le gisement à exploiter est situé à Tébessa. Lors de sa visite, il a souligné la nécessité de trouver des solutions concrètes pour surmonter les difficultés et garantir l'achèvement du projet dans les délais impartis, conformément aux instructions du président de la République. Le projet d'extension comprend la construction de la plateforme de base et l'extension de la digue principale de 1 400 mètres. Il prévoit également la construction d'un quai de 16 mètres de profondeur et de 1 600 mètres de long, ainsi que l'aménagement de cours arrière sur une superficie de 82 hectares. Le bassin sera creusé à la profondeur requise et les matériaux inutilisables seront retirés.

Ce projet, dont la construction a débuté le 24 mars 2024, a été confié à un consortium algéro-chinois qui s'est engagé à respecter les délais de réalisation, cela d'autant qu'il représente « un élément clé du programme intégré de phosphate » visant à développer et exploiter les réserves de phosphate du pays. Insistant sur les délais, Djellaoui a mis l'accent sur l'importance que « les hautes autorités du pays accordent à ce projet », le considérant comme un maillon essentiel du processus de diversification de l'économie nationale qui doit s'affranchir du seul secteur des hydrocarbures. Afin de réaliser les objectifs tracés, le ministre a annoncé que des mesures urgentes sont à l'ordre du jour, notamment la création d'un comité de travail et de suivi au niveau central pour garantir un suivi rigoureux. Cela outre l'établissement d'un calendrier précis pour être à jour avec les réalisations sur le terrain, ainsi qu'une coordination continue avec les différentes parties prenantes afin d'accélérer le rythme de mise en œuvre.

Toutes les mesures prises, a-t-il dit, devraient être le garant de la mise en œuvre de ce projet stratégique dans les délais, afin d'être au rendez-vous des exportations du phosphate algérien. Cela « renforcera les capacités nationales dans les domaines de



Abdelkader Djellaoui.

l'exploitation et de l'exportation, et contribuera à accroître la compétitivité de l'économie nationale aux niveaux régional et international », a souligné Djellaoui, qui s'était montré optimiste la veille à Souk Ahras.

Dans cette wilaya, il a en avant « le rythme rapide des travaux » de réalisation du tronçon de la ligne ferroviaire minière Oued Kebrit-Dréa qui s'étend sur une distance de 30 km, ce qui permet d'envisager, selon lui, la réception du projet avant les délais contractuels, soit avant la fin de décembre prochain. Le même optimisme a été affiché par Djellaoui lorsqu'il s'est rendu à Guelma lundi, toujours dans le cadre du suivi des différents tranches de la ligne ferroviaire minière, où il n'a pas manqué de rappeler qu'il s'agit d'« un projet stratégique structu-

rant, d'une grande importance économique, que les plus hautes autorités du pays suivent de très près ». Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base a tenu à réaffirmer aux responsables des projets qu'après l'achèvement des travaux de modernisation et de dédoublement de cette « ligne minière Est », qui comprend 4 sections d'une longueur totale de 422 km, cette voie ferrée jouera un rôle crucial dans le transport du minerai de phosphate et des matières transformées dans le cadre du mégaprojet de phosphate intégré. Il a mis en avant que ces travaux permettront également, en parallèle, d'accroître la vitesse du train sur cette ligne et de faciliter, ainsi, aussi bien le transport des passagers que celui des marchandises.

T. Gacem

ALGÉRIE – CHINE

Vers une coopération économique renforcée

LE MINISTRE du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a reçu l'ambassadeur de Chine, Dong Guangli, lundi, au siège du ministère. Les discussions ont porté sur le renforcement des relations économiques et commerciales entre les deux pays, à la lumière des accords récents et du rôle croissant de Pékin en Algérie.

La rencontre a été l'occasion d'évaluer l'état actuel des relations économiques et commerciales entre Alger et Pékin, et d'examiner les perspectives de leur consolidation. Les deux parties ont souligné les liens historiques et les intérêts stratégiques qui unissent les deux pays, réaffirmant leur volonté commune d'élargir le champ de la coopération bilatérale et de développer de nouvelles initiatives.

L'ambassadeur chinois a profité de cette entrevue pour saluer le succès de l'Algérie

dans l'organisation de la Foire du commerce intra-africain (IATF 2025), mettant en avant la qualité de l'événement et ses retombées positives, qu'il considère comme un signe de dynamisme de l'économie algérienne et de son ouverture à la coopération régionale et internationale.

Pour rappel, huit accords stratégiques ont été signés entre les deux pays dans les secteurs de l'automobile, des motocyclettes, des chemins de fer et de l'agriculture. Ces partenariats, d'une valeur globale dépassant 8 milliards de dollars, ont été conclus lors du forum algéro-chinois sur l'investissement en Algérie tenu en avril dernier.

Les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Chine confirment l'ampleur de cette coopération. En 2024, leur volume a atteint 12,5 milliards de dollars, selon les chiffres du ministère de l'Industrie. Sur le terrain, pas moins de 1 311 entreprises chinoises

sont implantées en Algérie, où elles opèrent avec succès.

La Chine reste par ailleurs le premier fournisseur de l'Algérie. Selon les chiffres disponibles, en 2023, ses exportations ont représenté 1 154 milliards de dinars, soit 8,5 milliards de dollars (au taux de 135 dinars pour un dollar), couvrant 19,9 % du marché algérien. La Chine devance largement l'Italie (7,3 %), le Brésil (6,5 %), la Turquie (5,9 %), l'Allemagne (5,6 %), la Russie (3,5 %), les États-Unis (3,3 %), le Canada (2,7 %) et l'Argentine (2,4 %).

Par ailleurs, le directeur de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache, a révélé que depuis la création de l'agence en 2022, 42 projets chinois, d'une valeur globale de 4,5 milliards de dollars, ont été enregistrés en Algérie.

Rim B.

APPROVISIONNEMENT ET PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Un système informatique pour réguler le marché

Le ministère de l'Agriculture et celui du Commerce intérieur ont annoncé le lancement d'un système informatique unifié destiné au suivi des prix et à la disponibilité des produits agricoles dans les différentes régions du pays. Ce système, que les deux parties comptent mettre en place, servira également aux prévisions quant aux éventuelles fluctuations des prix.



Anticiper les déséquilibres.

L'objectif de ce dispositif est « d'anticiper les déséquilibres, d'éviter les situations de pénurie ou de hausse injustifiée des prix et de garantir une meilleure stabilité du marché national », a indiqué un communiqué du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche dans un communiqué rendu public avant-hier soir. La décision a été prise à l'issue d'une réunion de coordination présidée par les deux ministres fraîchement installés, Yacine Oualid, ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, et Amel Abdellatif, ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, en présence de cadres des deux départements. Pour mener à bien cette tâche, il a été décidé de créer « une équipe de travail permanente chargée du suivi quotidien de la dis-

ponibilité des produits et du contrôle de l'évolution des prix », selon les précisions de la même source. Cette cellule opérationnelle aura pour mission d'alerter rapidement les autorités en cas de tensions et de proposer des mesures coercitives, a-t-on ajouté. Cette initiative intervient dans un contexte marqué par des perturbations récurrentes sur le marché national, notamment à l'approche des fêtes ou autres occasions, à l'instar du Ramadhan. Durant les deux dernières années, le marché algérien a connu une instabilité marquée, avec des hausses soudaines des prix de certains produits agricoles. Le pouvoir d'achat des consommateurs, et plus particulièrement les ménages modestes, a été significativement impacté par cette hausse des prix. Des produits, comme les pommes de terre, légumes, fruits, viandes rouges et même œufs ont enregistré des augmentations

rapides et remarquables, parfois en l'espace de quelques jours seulement. Les données publiées par l'Office national des statistiques (ONS) confirment cette tendance. En mars 2025, l'indice des produits agricoles frais a bondi de 7% en un seul mois. Dans le détail, les légumes ont flambé de 21,3%, la pomme de terre de 22,9%, tandis que les viandes rouges affichaient une hausse de 4%. Ces chiffres traduisent des tensions persistantes et un déséquilibre structurel du marché. Le lancement du système informatique unifié se veut ainsi une réponse concrète à ces défis de régulation et de veille. En facilitant l'accès à l'information et en renforçant la capacité d'anticipation des autorités, il vise à protéger le consommateur, à stabiliser les marchés et, à terme, restaurer la confiance entre les acteurs économiques et les citoyens.

Rim Boukhari

AVEC PRÈS DE 2 MILLIARDS DE DOLLARS D'ÉCHANGES

Le e-commerce en plein essor en Algérie

LA TAILLE du e-commerce en Algérie est estimée à 1,9 milliard de dollars d'échanges, a déclaré Djamel Toumiat, représentant du Groupement algérien des acteurs du numérique (GAAN), soulignant qu'avec ces chiffres, émanant d'une étude élaborée par la CNUCED, un organisme de Nations unies, du commerce intérieur et autres institutions de l'Etat, l'Algérie se lance intensément dans le commerce électronique. M. Toumiat s'est dit optimiste quant à l'avenir du e-commerce en Algérie qu'il estime être « en plein essor », se référant au rapport de l'étude effectuée par la CNUCED sur la période 2010-2020 rendu public en août dernier. Cette étude souligne également que le e-commerce a décollé notamment durant la période de la pandémie de Covid-19, avec l'émergence de start-up spécialisées dans la livraison express, a indiqué Djamel Toumiat lors de son passage, hier, sur les ondes de la Radio nationale.

Le représentant du GAAN a, en outre, souligné que l'Algérie compte actuellement quelques 200 000 e-commerçants actifs dans la livraison de produits et de services, cadrés par une loi promulguée en 2024 pour « garantir une activité légale, préserver les intérêts des consommateurs en ligne et mettre un terme aux agissements d'arnaques de certains ». Il estime que cette loi est à même d'offrir « des facilitations aux entreprises, appelées de s'implanter à l'étranger pour développer le secteur à l'international ». M. Toumiat a, par ailleurs, souligné que dans une deuxième phase, l'objectif de la stratégie du gouvernement est d'ouvrir le secteur à l'exportation du produit national tout en visant se projetant sur la Zone de libre-échange africaine (Zlecafà et la zone arabe de libre-échange (Azal). Pour cela, a-t-il fait savoir, le ministère de tutelles s'attèle à former une élite de compétences ayant la capacité de s'imposer dans la spécialité via la prospection à travers le continent africain.

Hamid B.

SALON INTERNATIONAL ALIMENTARIO À MOSTAGANEM

Le rendez-vous des professionnels de l'agroalimentaire

LE SALON INTERNATIONAL de l'agroalimentaire Alimentario a officiellement ouvert ses portes hier à Mostaganem, en présence des ministres de l'Agriculture, Yacine Oualid, et de la Jeunesse, Mustapha Hidaoui, qui étaient accompagnés du wali Ahmed Boudouh. Cet événement, consacré à l'industrie de transformation des produits agricoles et alimentaires, au commerce et à l'exportation, réunit plus de 150 exposants et près de 20 000 visiteurs nationaux et internationaux. Après avoir donné le coup d'envoi officiel, les deux ministres ont effectué une visite des différents stands des exposants, dont ceux venus d'Algérie, d'Inde, de Russie et de Madagascar. Ils ont poursuivi leur tournée en parcourant les pavillons d'exposition, mettant en avant l'importance de soutenir les compétences nationales et de renforcer les capacités de production afin de garantir la sécurité alimentaire et de stimuler les exportations hors hydrocarbures. L'événement s'impose comme un rendez-vous majeur pour les professionnels, les investisseurs et les acteurs du secteur



agroalimentaire et agricole. Avec plus de 150 exposants et 20 000 visiteurs nationaux et internationaux, il offre une plateforme d'échanges et de partenariats, tout en valorisant le savoir-faire algérien et en favorisant l'innovation, le développement durable et l'ouverture sur les marchés internationaux. Les activités se déroulent sur trois jours et se partagent entre différents espaces. Mostaland, espace principal des expositions,

accueillera les stands des exposants et les animations thématiques, permettant aux visiteurs de découvrir de nouvelles technologies et produits innovants. L'hôtel Al Mansour Palace, Sablette, sera consacré aux conférences, ateliers spécialisés, ainsi qu'aux cérémonies d'ouverture et de clôture, offrant un cadre professionnel pour les échanges et les rencontres. Des rencontres B2B, des espaces de démonstration et des sessions de networ-

king permettront aux exposants de conclure des partenariats commerciaux et d'explorer de nouvelles opportunités d'exportation, renforçant ainsi l'intégration du secteur aux marchés internationaux. Le programme prévoit des conférences thématiques sur la durabilité de l'industrie agroalimentaire, la révolution de l'emballage, la gastronomie et la santé, accompagnées d'ateliers pratiques, démonstrations techniques et podcasts, permettant aux participants de s'informer et de nouer de nouveaux partenariats. Adda Benyoucef Abdelkader, président du comité d'organisation, a souligné que le salon se veut un carrefour incontournable pour les professionnels et les investisseurs, un levier pour promouvoir l'innovation et l'ouverture sur les marchés internationaux. La visite ministérielle d'hier a marqué le lancement officiel des préparatifs, confirmant l'importance de cet événement dans le soutien à l'économie nationale, le développement de l'agriculture et de l'agroalimentaire, ainsi que la promotion des produits algériens à l'international.

Brahim Mazi

NUMÉRISATION, TRANSPARENCE, RÉFORMES ADMINISTRATIVES

La feuille de route du ministre du Travail

Accélérer la numérisation de tous les services administratifs, telle est la priorité fixée par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saïhi, en application des directives du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, afin de rapprocher l'administration des citoyens, de renforcer la qualité du service public et d'assurer la pérennité des caisses de sécurité sociale.

Dès l'entame de la réunion présidée au siège de son département avec les cadres de l'administration centrale, le ministre a affirmé qu'il est impératif d'« accélérer la numérisation de tous les services administratifs, en accordant la priorité absolue à ce chantier » afin de « faciliter l'accès des citoyens à leurs droits, leur éviter les déplacements contraignants vers les structures du secteur et aller vers une administration numérique moderne répondant à leurs attentes ». La rencontre, placée sous le signe de la modernisation et de l'efficacité, a été consacrée à l'évaluation des activités menées et à la mise en place de mesures destinées à renforcer la qualité du service public.

Dès l'ouverture des travaux, le ministre a écouté une série d'exposés sur l'état d'avancement des missions et programmes en cours. Ces bilans ont servi de base à un ensemble de directives claires qu'il a formulées, mettant en avant la nécessité du « numérique comme vecteur de confiance ». Pour M. Saïhi, la transition numérique n'est pas une option, mais une condition sine qua non du renouveau administratif. « La réussite de ce virage numérique conditionne la crédibilité même du service public », a-t-il affirmé. À travers des plateformes interactives, il s'agit de simplifier les procédures, de réduire les délais et de mettre fin aux lourdeurs qui alimentent la défiance des citoyens.

Le ministre a relevé l'importance que le citoyen doit rester au cœur de l'action publique, et que la qualité des services ne saurait se mesurer uniquement en termes de procédures accomplies, mais surtout en termes de confiance et de satisfaction.

Dans un langage ferme, Saïhi a mis en garde contre les lourdeurs administratives et donné les instructions pour « renforcer la coordination entre les différents secteurs afin d'éviter de demander aux citoyens des documents qui peuvent être échangés par voie électronique ».

Un autre axe majeur de la rencontre a porté



sur la sécurité sociale. Le ministre a donné des orientations pour « l'élargissement de la base des assurés sociaux », notamment à travers l'intégration progressive des travailleurs du secteur informel dans le système. Soutenant que « cette inclusion constitue une priorité nationale », il a expliqué qu'« elle permettra à des milliers de citoyens d'accéder à une protection sociale digne de ce nom ».

En outre, il a appelé à « adopter une politique de rationalisation des dépenses, garantissant la pérennité des caisses de sécurité sociale, sans porter atteinte aux droits des citoyens à une couverture sociale efficace ». Dans un registre plus opérationnel, Abdelhak Saïhi a mis en avant l'urgence de « renforcer la coordination entre les différents secteurs afin d'éviter de demander aux citoyens des documents qui peuvent être échangés par voie électro-

nique ». Il a dénoncé les comportements bureaucratiques et les lenteurs qui pèsent sur le quotidien des Algériens, rappelant que la mission de l'administration est de faciliter la vie des citoyens et non de l'alourdir. Il a par ailleurs exhorté ses cadres à « mobiliser tous les moyens pour lutter contre les pratiques négatives susceptibles d'entraver le bon fonctionnement du service public ». Expliquant l'importance de « recourir aux méthodes modernes de gestion, d'abandonner les modes traditionnels, de s'appuyer sur les compétences qualifiées et de fixer des objectifs chiffrés clairs pour améliorer le service public et simplifier les procédures administratives ». Clôturant la rencontre, il a affirmé qu'il assurera « un suivi personnel et régulier de la mise en œuvre de ces directives », appelant ses responsables à « travailler dans un esprit collectif afin de concrétiser la vision

de l'État, bâtir un système du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale moderne, numérique, équilibré et juste, à la hauteur des aspirations des citoyens et attentif à leurs préoccupations ».

Il convient de noter que cette réunion intervient dans un contexte où l'exécutif multiplie les initiatives de modernisation et de rationalisation de la gestion publique. La numérisation, considérée comme un levier stratégique, traverse désormais l'ensemble des secteurs de l'État, de l'éducation à la santé, en passant par l'administration locale. Le secteur du travail et de la sécurité sociale, au cœur de la protection des citoyens, se retrouve ainsi en première ligne de ce vaste chantier, dont le succès dépendra à la fois de la discipline des gestionnaires et de la capacité à répondre concrètement aux attentes sociales.

Siheem Bounabi

PARTENARIAT PHARMACEUTIQUE ALGÉRO-DANOIS

Nouveau souffle pour la prise en charge des diabétiques

LA COOPÉRATION entre l'Algérie et le Danemark franchit une nouvelle étape dans le domaine pharmaceutique, avec pour priorité la prise en charge du diabète, une pathologie qui touche des millions de personnes, dont l'impact sur le système de santé augmente d'année en année.

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouassim Koudri, a reçu l'ambassadrice du Danemark, Mme Katrine From Hoyer, lors d'une rencontre qui s'est déroulée en présence du directeur général de Novo Nordisk Algérie, Hamza Ben Harkat. L'entretien a été marqué par la volonté partagée de développer un partenariat durable et ambitieux dans un secteur hautement stratégique. L'ambassade du Danemark a précisé dans un communiqué publié, hier, que les discussions ont permis d'examiner l'état actuel du marché pharmaceutique national et ses perspectives d'évolution, avec un intérêt particulier accordé à la contribution de Novo Nordisk. Présente en Algérie depuis plusieurs années, la firme danoise s'est imposée comme un acteur majeur dans le traitement du diabète,

pathologie chronique considérée comme l'un des grands défis de santé publique du pays. En outre, les deux parties ont relevé l'importance d'aller au-delà de la simple importation de médicaments pour bâtir une coopération structurée autour de trois axes majeurs. En l'occurrence, le transfert de technologie, la production locale et la mise à disposition de solutions thérapeutiques innovantes. Pour le ministre, il s'agit d'une démarche qui s'inscrit dans la politique nationale visant à réduire la dépendance vis-à-vis des importations et à renforcer la souveraineté pharmaceutique nationale.

En Algérie, la présence de Novo Nordisk prend une dimension concrète grâce à deux sites industriels. Le premier, implanté à Boufarik dans la wilaya de Blida, produit des stylos modernes d'insuline, une innovation qui facilite le quotidien de milliers de patients et améliore l'observance des traitements. Le second, situé à Tizi Ouzou, est dédié à la fabrication de médicaments oraux, dont la metformine, traitement de référence du diabète de type 2. Ces unités locales en plus de répondre aux

besoins nationaux constituent un atout stratégique dans l'objectif de l'Algérie de devenir un hub pharmaceutique régional. Par ailleurs, le partenariat algéro-danois ne se limite pas au seul domaine du diabète. Les discussions entre le ministre et l'ambassadrice ont également abordé la possibilité d'élargir la collaboration à d'autres segments de l'industrie pharmaceutique, notamment dans le domaine de la recherche et de l'innovation. L'idée est de favoriser une synergie qui associe expertise internationale et priorités nationales, au service de la modernisation du système de santé national. L'Algérie, qui a fait de l'industrie pharmaceutique l'un des leviers de sa politique de diversification économique, voit dans cette coopération une occasion de consolider son indépendance sanitaire et d'asseoir sa place sur la scène régionale. Pour le Danemark, il s'agit d'un partenariat stratégique qui traduit la solidité des relations bilatérales et ouvre la voie à de nouvelles perspectives économiques et scientifiques. Il convient de noter que fondée en 1923, Novo Nordisk figure

parmi les leaders mondiaux de l'industrie pharmaceutique. L'entreprise s'est spécialisée dès ses débuts dans la lutte contre le diabète et n'a cessé depuis d'élargir son champ d'expertise à d'autres maladies chroniques, comme l'obésité, les troubles de la coagulation, les pathologies endocriniennes rares ou encore les troubles de la croissance. Sa réputation repose sur un savoir-faire scientifique reconnu, une capacité d'innovation constante et une stratégie tournée vers la durabilité et la responsabilité sociale. A travers Novo Nordisk et son implantation locale, l'Algérie renforce ses capacités industrielles et améliore l'accès aux traitements modernes. Le Danemark, de son côté, confirme son rôle de partenaire privilégié dans un secteur où les enjeux humains sont aussi importants que les enjeux technologiques. Ce partenariat, appelé à se renforcer dans les années à venir, pourrait ainsi devenir un modèle de coopération réussie, où l'expertise internationale et la volonté politique se rejoignent pour répondre à l'un des défis sanitaires majeurs de notre époque.

Siheem B.

NATIONS UNIES

Macron annonce la reconnaissance de la Palestine par la France

Dans un discours, lors de la Conférence internationale pour la mise en œuvre de la solution des deux États, en marge de l’assemblée générale de l’ONU, le président français a annoncé ce 22 septembre la reconnaissance par son pays de l’État de Palestine.



«**F**idèle à l’engagement historique de mon pays au Proche-Orient, pour la paix entre le peuple israélien et le peuple palestinien, je déclare que la France reconnaît aujourd’hui l’État de Palestine ». Lors de la 5e session plénière de la Conférence internationale de haut niveau sur le règlement pacifique de la question de Palestine et la mise en œuvre de la solution des deux États, co-présidée par la France et l’Arabie saoudite, Emmanuel Macron a annoncé ce 22 septembre la reconnaissance de la Palestine par la France. « Cette reconnaissance est une manière d’affirmer que le peuple palestinien n’est pas un peuple en trop », a-t-il poursuivi depuis la tribune des Nations unies, devant une salle où Israël avait fait chaise vide, après avoir évoqué la

« responsabilité collective, d’avoir failli à bâtir une paix juste et durable au Proche-Orient », 78 ans après l’adoption de la résolution 181 qui jetait les bases de la création de deux États : l’un arabe et l’autre juif, et de placer Jérusalem sous régime international. « Une défaite pour le Hamas », affirme Macron « Nous sommes convaincus que cette reconnaissance est la solution qui seule permettra la paix pour Israël. Jamais la France n’a manqué à Israël quand sa sécurité était en jeu, y compris face aux frappes iraniennes », a-t-il également affirmé lors de cette intervention d’une vingtaine de minutes. « Cette reconnaissance de l’État de Palestine est une défaite pour le Hamas comme pour tous ceux qui attisent la haine antisémite, nourrissent les obsessions anti-

sionistes et veulent la destruction de l’État d’Israël », a ajouté le président français. Celui-ci a notamment évoqué les reconnaissances de la Palestine à venir de l’Andorre, de la Belgique, de Malte et de Saint-Marin, ainsi que celles effectuées par l’Australie, le Canada, le Portugal et le Royaume-Uni ou encore celles l’an passé de l’Espagne, de l’Irlande, de la Norvège, de la Slovénie « et tant d’autres auparavant ». Cette reconnaissance par Paris de l’État de Palestine était attendue. Par celle-ci, la France rejoint les plus de 150 pays ayant déjà franchi ce pas. À cette occasion, en France, plusieurs dizaines de mairies ont hissé les couleurs palestiniennes sur leur fronton, malgré l’opposition du ministère de l’Intérieur au nom du « principe de neutralité du service public ». **R. I.**

«NOUS CONNAISSONS LES SUSPECTS» A l’ONU, micros coupés en pleines interventions sur la Palestine

À L’ASSEMBLÉE générale, les micros des représentants de la Turquie, de l’Égypte, de l’Indonésie et du Canada se sont mystérieusement éteints pendant leurs discours sur la Palestine. Coïncidence ? Hasard ? Ou simple problème technique ? Les réseaux sociaux ont déjà désigné les coupables... Une réunion de l’Assemblée générale des Nations unies sur la Palestine s’est tenue aux États-Unis, au cours de laquelle le territoire palestinien a été officiellement reconnu par des pays tels que la France, la Belgique, l’Andorre, le Luxembourg, Malte et Saint-Marin. À la veille de la session, la Palestine a également été reconnue par l’Australie, le Royaume-Uni, le Canada et le Portugal. Cependant, le processus ne s’est pas déroulé sans incidents : les microphones des représentants de la Turquie, de l’Indonésie, de l’Égypte et du Canada ont été coupés pendant leurs interventions. Ainsi, le micro du président turc Recep Tayyip Erdogan a été

coupé dès qu’il a déclaré qu’Israël devait retirer ses forces de Gaza. La voix du président indonésien Prabowo Subianto a disparu alors qu’il évoquait l’envoi de casques bleus à Gaza. Quant au Premier ministre canadien Mark Carney, son intervention s’est interrompue immédiatement après sa déclaration sur la reconnaissance de l’État palestinien. Le représentant de l’Égypte a lui aussi été coupé pendant son discours sur la Palestine. La réaction a été immédiate : les réseaux sociaux ont été inondés de commentaires ironiques sur le sabotage « évident » de la part d’Israël et de ses services secrets. « Nous connaissons les suspects », écrit l’un d’eux avec sarcasme. « Faites sortir ce technicien israélien de là », demande un autre. « Délibéré ou intentionnel ? », s’interroge un troisième, tandis qu’un quatrième recommande, par précaution, de ne pas s’approcher des microphones. Certains commentateurs ont évoqué l’implication possible des

États-Unis dans cet incident, suggérant même de transférer le siège de l’ONU vers un autre pays. Erdogan stoppé net par la « limite de temps » Après l’intervention, le service de communication de la présidence turque a expliqué que le micro d’Erdogan avait été coupé au bout de cinq minutes, conformément aux règles fixant la durée des discours. Selon le communiqué, l’allocution du président turc avait été interrompue à plusieurs reprises par des applaudissements, ce qui a conduit à un dépassement du temps imparti. Néanmoins, le journal turc Sabah a avancé l’hypothèse d’une cyberattaque. Les autres pays dont les représentants ont été coupés lors de leurs interventions n’ont pas commenté l’incident. Cependant, le public souligne que si « un est un accident » et « deux est une coïncidence », les occurrences suivantes, « d’un autre côté », soulèvent des questions qui restent sans réponse. **R. I.**

RENSEIGNEMENT RUSSE

L’OTAN se prépare à débarquer des forces dans la région d’Odessa pour intimider la Transnistrie

L’EUROPE se prépare à envoyer des troupes et à occuper la Moldavie afin de la forcer à suivre sa «politique russophobe», annonce le Service de renseignement extérieur russe. Selon ses données, l’OTAN concentre ses troupes en Roumanie, près des frontières moldaves, et entend en déployer des groupements dans la région d’Odessa, en Ukraine. Les pays européens sont déterminés à forcer la Moldavie à suivre leur politique russophobe. A cet effet, ils se préparent à envoyer des troupes et à occuper le pays, révèle le Service de renseignement extérieur de la Fédération de Russie (SVR) le 23 septembre. Selon son communiqué, les membres de l’OTAN concentrent actuellement leurs troupes en Roumanie, près des frontières moldaves. Les pays de l’Alliance prépareraient également un « débarquement » dans la région d’Odessa, au sud de l’Ukraine, afin d’« intimider la Transnistrie ». Selon les informations du Service de renseignement extérieur russe, un premier contingent de militaires professionnels originaires de France et de Grande-Bretagne aurait déjà rejoint Odessa. Le SVR note que ce scénario a été répété à plusieurs reprises lors d’exercices de l’OTAN en Roumanie et pourrait être mis en œuvre après les élections législatives en Moldavie, le 28 septembre 2025. « Les eurocrates craignent que les falsifications grossières des résultats du vote, orchestrées par Bruxelles et Chisinau, ne contraignent les citoyens moldaves désespérés à descendre dans la rue pour défendre leurs droits », indique le communiqué, ajoutant que dans ce cas, les forces armées des pays européens devront « forcer les Moldaves à accepter une dictature affichée comme une eurodémocratie ». L’Europe entend prendre sa revanche sur la Moldavie, redoutant un affrontement direct avec la Russie Bruxelles est déterminé à mener à bien son plan d’occupation de la Moldavie, même si la situation post-électorale ne justifie pas une intervention extérieure, et prévoit d’envoyer des troupes dans tous les cas. D’après le SVR, les pays européens pourraient organiser des « provocations armées » contre la Transnistrie et les troupes russes stationnées dans la région, afin de créer un prétexte. Le jour des élections au Conseil suprême du pays, le 30 novembre, est envisagé comme date possible. Le Service de renseignement extérieur russe souligne que de tels projets des « régimes européens totalitaires libéraux » sont motivés par leur besoin de démontrer leur « courage et détermination », alors que les projets de déploiement des troupes de la « coalition des volontaires » sur le territoire contrôlé par le régime de Kiev « sont au point mort ». « Redoutant un affrontement direct avec la puissance russe, les Européens entendent prendre leur revanche sur la modeste Moldavie », indique le communiqué, notant que cette volonté de s’affirmer au détriment des vulnérables « a toujours été le ressort du colonialisme européen ». **R. I.**

CENTRE UNIVERSITAIRE COLONEL SI EL HAOUËSDE DE BATNA

Divers travaux de maintenance pour la rentrée

LE CENTRE universitaire Colonel Si El Haouès du chef-lieu de la wilaya déléguée de Barika à Batna, vient d’être renforcé par l’ouverture, en début d’année universitaire, de nouvelles structures pédagogiques. C’est ce qu’a indiqué, hier, la directrice de cet établissement d’enseignement supérieur, Chahira Boulahia.

A ce propos, la même responsable a précisé à l’APS, qu’il s’agit de 1.000 places pédagogiques et d’un pavillon pédagogique réalisés dans le cadre de l’extension du centre universitaire et du pôle de l’entrepreneuriat et des technologies modernes.

De plus, dans le cadre des travaux de maintenance et d’aménagement des anciennes installations du centre, une nouvelle salle destinée aux soutenances et aux débats scientifiques est actuellement en cours d’équipement en vue de sa mise en service «dans les prochains jours», a ajouté Mme Boulahia.

Ces nouvelles structures « contribueront à améliorer les conditions d’accueil des étudiants et à élever leur niveau d’acquisition scientifique, tout en renforçant les opportunités de recherche scientifique pour les enseignants et les étudiants », selon la même source.

Le Centre universitaire Colonel Si El Haouès de Barika avait déjà vu, au cours de l’année universitaire écoulée (2024-2025), l’entrée en exploitation de plusieurs équipements, dont 1.000 places pédagogiques, un centre de développement de l’entrepreneuriat, un incubateur d’entreprises, un centre de technologie et de soutien à l’innovation, ainsi qu’un tribunal virtuel permettant aux étudiants en droit et en sciences juridiques de réaliser des travaux pratiques sur divers aspects liés au domaine de la justice, a conclu la même responsable.

R. R.

PROMOUVOIR LE SECTEUR DE L’AGRICULTURE À ILLIZI

Concours de la meilleure exploitation de la filière

UN CONCOURS de sélection de la meilleure exploitation agricole, et d’élevage, de la wilaya d’Illizi a été lancé par la Chambre locale de l’Agriculture. C’est ce qu’ont annoncé, avant-hier, des organisateurs. Initiée en coordination avec la direction locale des Services agricoles (DSA), cette manifestation, impliquant les exploitations agricoles et d’élevage camelin, caprin et ovin, vise à créer une ambiance de compétition entre les agriculteurs et les éleveurs, en plus de promouvoir les filières et produits agricoles et d’élevage, en vue de contribuer à la réalisation de l’auto-suffisance alimentaire et d’impulser la dynamique économique locale, a affirmé à l’APS le secrétaire général de la Chambre agricole, Tahar Sahnoun.

Les agriculteurs candidats doivent remplir, selon le même responsable, les conditions de participation, à savoir l’exercice effectif d’activités agricoles dans les filières précitées, la détention de la carte de « Fella » pour l’année courante et de documents justifiant leurs propriétés des terres exploitées (titre de concession, décision de mise en valeur, acte de vente, titre de qualification, bail de location en vigueur daté d’au moins de trois ans), a-t-il précisé.

S’agissant des critères de participation pour les éleveurs, ils doivent avoir effectué le recensement de leur cheptel, disposer d’un certificat de vaccination du bétail caprin et ovin, de fournir une demande personnelle de participation et de remplir un formulaire, selon la même source.

Cette manifestation a pour objectif d’encourager les agriculteurs et les éleveurs, en vue d’améliorer la production locale et de développer les potentialités agricoles et rurales de la wilaya.

R. R.

L’EEHA DE CHETTIA

Un modèle d’inclusion pour les enfants sourds-muets

L’Ecole pour enfants handicapés auditifs (EEHA) de Chettia, Nord de Chlef, tient particulièrement compte des spécificités des sourds-muets en leur offrant, grâce aux moyens matériels et humains mobilisés, une opportunité d’intégration progressive sur les plans académique et social.



Depuis son entrée en activité en 2009, les responsables de cet établissement éducatif et de solidarité s’emploient, selon leurs déclarations à l’APS, à offrir une expérience pionnière dans la prise en charge de cette catégorie, à travers un cadre d’enseignement associant formation spécialisée et accompagnement psychologique, en plus de sorties pédagogiques vers divers sites et institutions de différentes wilayas du pays.

S’appuyant sur la langue des signes comme principal outil de communication et sur des classes équipées de supports pédagogiques adaptés, notamment des dispositifs audiovisuels, l’équipe éducative et administrative œuvre à développer, dans un premier temps, les capacités de communication des élèves, avant de leur dispenser des cursus scolaires conformes aux programmes du ministère de l’Education nationale.

Une démarche qui permet d’assurer une complémentarité entre l’aspect pédagogique et thérapeutique et ouvre la voie à leur intégration dans les écoles ordinaires, et dans la société en général.

Doté d’une capacité théorique de 80 places pédagogiques réparties entre les cycles primaire et moyen, l’établissement accueille des élèves sourds-muets des

wilayas de Chlef et d’Ain Defla. Leur encadrement est assuré par une équipe d’enseignants spécialisés, d’éducateurs ainsi que de spécialistes en orthophonie pour le cycle préscolaire (préparatoire).

UNE PRISE EN CHARGE OPTIMALE DES SOURDS-MUETS

Dans une déclaration à l’APS, à l’occasion de la Journée internationale des langues des signes (23 septembre), le directeur de l’EEHA de Chettia, Kheired-dine Amrane, a indiqué que son établissement s’efforce de «veiller à une prise en charge optimale des sourds-muets, à travers la mise à disposition de toutes les facilités permettant leur intégration et leur soutien par des moyens pédagogiques adaptés ainsi que des cartables scolaires».

Selon le responsable, l’école dispose de deux dortoirs et d’un réfectoire, permettant l’accueil et la prise en charge des élèves (filles et garçons) de l’extérieur de la wilaya et des zones reculées de Chlef en régime Internat, tandis que le régime de demi-pensionnat permet la prise en charge des élèves résidant dans des zones proches de l’établissement.

Pour sa part, le directeur de l’action sociale et de la solidarité (DASS), Kamel

Ben Redjem, a souligné que l’EEHA de Chettia «compte d’importants moyens matériels et humains, reflétant les efforts des autorités centrales et locales visant à permettre à la catégorie des sourds-muets d’avoir accès à l’éducation et à la communication, tout en consacrant le principe de l’égalité des chances et en favorisant l’inclusion sociale des personnes à besoins spécifiques en général».

Le même responsable a fait part de l’ouverture d’une classe spéciale de l’enseignement secondaire dans la commune de Chlef depuis l’année scolaire écoulée, avec un encadrement assuré par des enseignants diplômés de l’Ecole nationale supérieure des enseignants des sourds-muets, dans le cadre de «la promotion de l’éducation de cette catégorie et de l’accompagnement de son parcours scolaire dans des conditions pédagogiques adaptées au type de handicap dont elle souffre».

A noter que le secteur de l’action sociale et de la solidarité de Chlef compte sept (7) établissements d’enseignement spécialisé accueillant plus de 1.000 élèves à besoins spécifiques, dont deux (2) écoles destinées aux enfants handicapés auditifs, dans les communes de Chlef et Chettia.

R. R.

FORMATION PARAMÉDICALE À EL BAYADH

Plus de 500 étudiants rejoignent l’Institut

A L’OCCASION du lancement de l’année pédagogique 2025-2026 Plus de 500 étudiants ont rejoint, hier, l’Institut de formation paramédicale, Chahid Bourane Ahmed d’El Bayadh. C’est ce qu’a fait savoir, Fodhil Belmokhtar, directeur de l’institut. A ce titre, le même responsable a précisé à l’APS que cet effectif comprend plus de 400 étudiants en deuxième et troisième années de formation paramédicale en santé publique, dans les spécialités suivantes : infirmier de santé publique, technicien de laboratoire de santé publique, et opérateur en imagerie médicale. A cela s’ajoutent plus de 90

étudiants en deuxième année d’auxiliaires paramédicaux dans les spécialités d’aide-soignant en santé publique, assistant en chirurgie dentaire, et auxiliaire en puériculture. En outre, environ 400 autres étudiants devraient progressivement rejoindre les bancs de l’institut, dont 120 en première année de formation paramédicale en santé publique, répartis dans les mêmes spécialités susmentionnées, ainsi que 275 auxiliaires paramédicaux en formation dans les spécialités d’aide-soignant, assistant en chirurgie dentaire, et auxiliaire en puériculture.

L’encadrement des étudiants est assuré

par 17 enseignants spécialisés dans la formation paramédicale, en plus de 150 enseignants contractuels.

Dans le même contexte, la wilaya d’El Bayadh a bénéficié, récemment, d’un nouveau quota de formation spécialisée en paramédical, comprenant 40 postes pédagogiques dans la spécialité d’aide-soignant en santé publique. Un concours d’accès à ces postes sera organisé prochainement. Après avoir terminé leur formation spécialisée, les étudiants seront orientés vers les services des urgences médicales et chirurgicales des établissements publics de santé.

R. R.

TROISIÈME SOIRÉE DU 13^e FESTIVAL INTERNATIONAL DU MALOUF

Entre Constantine, la Turquie et la Libye, une harmonie des cultures

Le Théâtre régional Mohamed Tahar Fergani a plongé, avant-hier soir, ses spectateurs dans un voyage musical unique. Entre les sonorités orientales de Turquie, la première interprétation féminine du Malouf libyen, et la maîtrise sans faille des grands classiques algériens, la troisième soirée du 13^e Festival international du Malouf a offert un mélange de tradition, de virtuosité et d'émotion.

La soirée a commencé par une immersion dans les maqâmât orientaux, avec le duo turc Arabesque Band, composé des frères Tarkan et Simo Hakki. Tout de blanc vêtus, les deux musiciens ont offert un concert d'une virtuosité rare, où chaque note semblait flotter dans l'air. Tarkan, maître de la clarinette, et Simo, virtuose de la derbouka et du chant, ont exploré une large palette de maqâmât, du Bayati au Nahawand, en passant par le Hijaz et le Mahur. « C'est quelque chose de très naturel », confie Tarkan Hakki. Et d'ajouter : « Nous sommes deux frères venus d'horizons musicaux différents et jouer ensemble s'est imposé de soi-même. Ici, à Constantine, nous nous sommes sentis comme à la maison. L'accueil du public a été incroyable, chaleureux et passionné, un véritable bonheur pour nous ».

Le duo a également interprété des pièces emblématiques de la musique arabe et turque, telles que « Kadouka al Mayass », immortalisée par le chanteur syrien Sabah Fakhri, et le célèbre mouwachah andalou « Lama Bada Yatathanna », créant un pont entre héritage andalou et sonorités orientales. La complicité évidente entre les deux frères, leur sens du rythme et leur maîtrise technique ont captivé l'auditoire, plongeant la salle dans un univers musical où tradition et modernité se répondent. Le public a ensuite été transporté en Libye grâce à la troupe Al-Maqâm, spécialisée dans le Malouf, le Mouachahât et la musique arabe. Dirigée par Ahmed El-Hafi et accompagnée de la jeune chanteuse Intisar Attia, la troupe est apparue sur scène vêtue de tenues traditionnelles blanches, symbole de pureté et d'élégance. Pour cette occasion exceptionnelle, Intisar Attia a marqué l'histoire, devenant la première femme à interpréter le Malouf en Libye depuis 1960. « Je suis fière d'être la première femme libyenne à chanter le Malouf », confie-t-elle. Et d'expliquer : « Ce n'est pas facile dans un contexte encore conservateur, mais c'est un honneur de représenter la femme sur scène et de montrer son talent. J'ai découvert le Malouf il y a seulement un mois, mais je me passionne pour ce patrimoine et j'espère un jour pouvoir l'interpréter en Libye, pour le partager avec mon peuple ».



REDONNER SA PLACE À LA FEMME DANS LE MALOUF

De son côté, Ahmed El-Hafi explique : « Notre expérience a débuté en 2016, exclusivement avec des voix masculines. Aujourd'hui, nous sommes fiers de présenter une interprétation féminine et de redonner toute sa place à la femme dans le Malouf. Ce moment est inédit et symbolique dans l'histoire de notre patrimoine musical. Nous poursuivons cette aventure avec la bénédiction de nos maîtres et la volonté d'aller toujours de l'avant ». La troupe a envoûté le public avec deux noubas emblématiques à l'instar de « Qalbi Yahwa Aychek » (Maqâm Rasd Ed-Dhil) et « Ahl El Hima » (Rasd Maya), mêlant arrangements traditionnels et interprétation contemporaine. Chaque note, chaque rythme plongeait les spectateurs au cœur de l'histoire et de l'émotion de la musique libyenne, tandis que les applaudissements nourris traduisaient l'admiration pour ce spectacle inédit. Le voyage musical s'est poursuivi avec Fayçal Kahia, venu d'Annaba, qui a enchaîné avec maîtrise les extraits les plus emblématiques du Malouf, mêlant noubat,

msedrat et betayhiyat. L'artiste a interprété « Ya nas Ma Taâdirouni », une prière de pardon, suivie de « Madha Nahit », puis des betayhiyat « Ya saki meskine habibi » et « Bakiyat el Ghamami ». L'émotion a culminé avec le sdjel « El Hawa Ya Sidi », plongeant le public dans l'intimité de cette tradition musicale séculaire. Il souligne l'importance de préserver ce patrimoine. « Le Malouf est apparu au XVI^e siècle et a traversé dix siècles sans disparaître. Il est essentiel de travailler à son inscription au patrimoine immatériel de l'UNESCO, à travers un travail scientifique méthodique et un apprentissage rigoureux. Sur les 24 noubas existantes, seules 12 ont été conservées. Ce que nous transmettons, artistes anciens et actuels, n'est qu'une infime partie de ce trésor ». Pendant trente minutes, le public a été emporté dans un tourbillon de sonorités, découvrant la Noubat Sika, des extraits de la Noubat Dil, deux Msedrat, deux Betayhiyat, ainsi que le célèbre Ghazal El Affif, témoignage de la richesse et de la diversité du Malouf. La soirée a également été l'occasion de rendre hommage à Faouzi Abdennour, élève du maître Mohamed-

Tahar Fergani. Il a interprété la noubat Raml el-Kebir, s'attaquant à un répertoire réputé difficile. Dès les premiers accords de son oud, le public averti a compris l'ampleur du défi, et Abdennour a su allier fidélité à la tradition et expression personnelle. « La musique Malouf est une diplomatie culturelle pour l'Algérie », explique-t-il. Selon lui, « nous portons l'âme de notre pays à l'international et nous devons transmettre cet héritage aux jeunes générations. La musique traditionnelle, bien portée et visible, peut valoriser notre culture et notre économie, tout en captivant les jeunes publics, même à l'ère de la musique commerciale ». Enfin, un hommage émouvant a été rendu au Cheikh Brahim Amouchi (1903-1990), grande figure du Malouf constantinois. Après une jeunesse marquée par le sport et le scoutisme, il se tourna vers la musique dans les années 1920, se formant auprès des maîtres Bachtarzi et El Anka. Fondateur de l'association « Mohibbi El Fen », devenue « Chabab El Fen », il contribua à la formation des jeunes générations et à la préservation de pièces rares comme « Bachraf El Arissi ».

Meriem Djouder



LIGUE 1 MOBILIS

CRB : le Chabab joue gros face au CSC

Le CR Belouizdad aborde une rencontre déjà décisive dans ce début de championnat. Avec seulement deux points au compteur après quatre journées, les Rouge et Blanc sont très loin des ambitions affichées en début de saison.

La réception du CS Constantine, formation solide et toujours difficile à manœuvrer, apparaît comme un test grandeur nature. Sead Ramović, très critiqué après le revers concédé face à la JSS puis le nul face au MCEB, espère pouvoir compter sur certains renforts de poids pour redonner de la confiance à son groupe. Même si rien n'a encore été officiellement confirmé par le staff médical, plusieurs cas attirent particulièrement l'attention. C'est sans doute la meilleure nouvelle de la semaine pour le CRB : l'ailier Kaæssis devrait enfin réintégrer le groupe et retrouver la compétition. Écarté des terrains depuis plusieurs semaines, le joueur semble avoir totalement récupéré de ses pépins physiques et se prépare à effectuer son grand retour. Avec sa vitesse, sa percussion et sa faculté à créer des décalages, Kaæssis apportera une animation supplémentaire sur les côtés. Aux côtés de Meziane, qui revient peu à peu à son meilleur niveau après avoir raté les deux premières journées, et de Belhocini, l'attaquant le plus régulier depuis le début de la saison, Kaæssis pourrait constituer une arme redoutable. La défense reste le talon d'Achille du Chabab. Depuis la blessure d'Ouassa lors de la première journée, le compartiment défensif n'a jamais retrouvé sa stabilité. Les erreurs individuelles, le manque d'anticipation et les erreurs de concentration ont coûté très cher à l'équipe, notamment face à la Saoura et au MCEB. Le probable forfait d'Ouassa face au CSC risque encore de chambouler les plans de Ramović, qui peine à trouver la bonne formule pour sécuriser son arrière-garde. Le joueur, pourtant annoncé proche d'un retour, demeure très incertain et sa présence ne sera tranchée qu'au dernier moment. Arrivé cet été en provenance d'Angers, Farid El-Melali est resté jusqu'ici en retrait, faute d'une condition physique jugée insuffisante par le staff. L'attaquant n'a pas encore eu l'occasion de fouler la pelouse avec ses nouvelles couleurs, ce qui commençait à susciter

RAMOVIC : « JE SUIS ICI POUR GAGNER LE TITRE »

L'ENTRAÎNEUR allemand du CR Belouizdad, Sead Ramović, a affiché son ambition de jouer le titre cette saison, affirmant que la deuxième place ne figurait pas dans ses plans, malgré un nul frustrant concédé dans les dernières minutes, samedi en déplacement face au MCEB (1-1), lors de la 5e journée. « Nous avons bien entamé la rencontre, mais dans les 20 dernières minutes de la première période, nous avons perdu en intensité et abusé des longs ballons. Ce n'est pas notre style de jeu », a expliqué le technicien, cité par la page Facebook du Chabab. Le CRB peine à amorcer son départ en ce début de saison en réalisant un bilan d'une victoire, deux nuls, et une défaite. Ramovic a toutefois retenu des points positifs de la seconde mi-temps : « Nous avons corrigé certaines choses, construit davantage le jeu et marqué. Malheureusement, nous avons encaissé un autre but en fin de match. » Affichant une ambition sans détour, le coach du Doyen a conclu : « Je suis ici pour un objectif clair : gagner le championnat. La deuxième place n'existe pas dans mes calculs. »



quelques interrogations parmi les supporters. Mais le joueur a retrouvé, ces derniers jours, une partie de sa forme et semble désormais prêt à franchir un cap. S'il ne devrait pas être aligné d'entrée, tout porte à croire qu'il figurera pour la première fois

dans la liste des 18 face au CSC. Cette convocation, même symbolique, représente une étape importante dans son intégration. Rapide, technique et doté d'un bon sens du but, El-Melali est attendu comme une arme offensive capable d'apporter de la profon-

deur et de la vivacité en cours de match. Dans un secteur où l'efficacité fait défaut, sa présence, même limitée à quelques minutes, pourrait changer la donne et donner un second souffle au compartiment offensif.

Le capitaine Alilet opéré du genou, indisponible de trois à quatre semaines

LE CAPITAINE DE L'USM ALGER, Adem Alilet, a subi ce lundi une intervention chirurgicale au niveau du ménisque du genou droit, qui l'éloignera des terrains pendant trois à quatre semaines, a annoncé le club pensionnaire de Ligue 1 Mobilis de football, dans un communiqué. «Le joueur entamera dans les prochains jours une phase de rééducation avant de pouvoir reprendre la compétition dans un délai estimé entre trois et quatre semaines», précise la même source. Alilet (26 ans) s'était blessé avec l'équipe nationale A, composée de joueurs locaux, lors du dernier Championnat d'Afrique des nations CHAN-2024 (reporté à 2025) dis-

puté au Kenya, en Tanzanie, et en Ouganda (2-30 août). Les douleurs ont disparu momentanément, ce qui a poussé le staff médical à donner son aval pour la participation du défenseur central au «big derby» face au MC Alger (0-0), disputé le 31 août dernier à Blida. Formé à l'USMA, Alilet a rechapé ce qui l'a contraint à déclarer forfait pour les trois derniers matchs des «Rouge et Noir» : face au Paradou AC (1-0), l'USM Khenchela (1-1), et la JS Saoura (0-1). Le club adresse ses vœux de prompt rétablissement à son joueur, en espérant son retour rapide et en pleine forme sur les terrains», conclut le communiqué.

LIGUE 2 AMATEUR (2^e J)

Match perdu sur tapis vert et défalcation de trois points pour le RC Arbaâ

LA COMMISSION de l'organisation sportive de la Ligue nationale du football amateur (COS/LNFA) a donné match perdu au RC Arbaâ, en plus d'une défalcation de trois points, pour son forfait à domicile contre le NA Hussein Dey, le week-end dernier, dans le cadre de la deuxième journée du championnat de Ligue 2 (Groupe Centre-ouest). Le RC Arbaâ est déclaré perdant, sur le score de 3-0. Il sera procédé également à une défalcation de trois points chez les seniors, qui devront s'acquitter aussi d'une amende de 200.000 DA, car s'agissant d'une deuxième infraction» a indiqué l'instance dans un bref communiqué,

diffusé lundi sur son site officiel. «Cette décision a été prise suivant la circulaire N976 de la Fédération algérienne de football, publiée le 1er septembre 2025 et définissant les sanctions prévues pour les absences non justifiées. Une issue qui arrange parfaitement les affaires du NAHD, qui à la faveur de ce gain de match sur tapis vert rejoint le RC Kouba en tête du classement général, avec six points pour chaque club. De son côté, et après ce deuxième forfait en autant de matchs, le RCA s'enfoncé un peu plus dans les abysses du classement. Il est désormais lanterne-rouge, avec moins trois points.

Antar Yahia « L'EN, c'est un amour éternel »

Désigné récemment entraîneur de la réserve du SCO Angers, Anthar Yahia est revenu sur son rapport à l'EN, son parcours d'international algérien, né en France, ainsi que sur les valeurs qu'il souhaite inculquer à son groupe dans son nouveau rôle .

Du haut de ses 329 matchs en professionnel, mais aussi et surtout à la faveur de son inoubliable et indémontable coup d'éclat à Oumdurman, Anthar Yahia a bien des leçons à dissenter à bon nombre de binationaux qui font jouer la montre au moment de choisir leur nationalité sportive. Dans une longue interview que lui a consacrée le site officiel du club angevin, le mondialiste 2010 avec les Verts a, ainsi, rappelé combien ce maillot lui est cher au détour d'anecdotes autour, justement, de ce fameux match au Soudan. « Ma période en sélection a été un amour qui est né depuis mon jeune âge et qui ne finira jamais parce que la sélection, c'est un amour éternel », clame Yahia avec fierté avant de remonter le temps. « A l'Inter, j'ai découvert le haut niveau » « Cela faisait 24 ans qu'on ne se qualifiait pas. Le petit clin d'œil de l'histoire, c'est que pas mal de joueurs de cette équipe qui qualifie l'Algérie à la Coupe du Monde sont nés en 82 (juste avant la dernière qualification à ce moment en 1986). Pour notre génération, ça a été dur par moments et puis on n'a rien lâché. On a fait partie du renouveau. On est allé en sélection quand pas grand monde aussi n'y allait parmi ceux qui jouaient en Europe. On y a cru. On avait tissé des liens vraiment fraternels entre nous. Et puis on arrive à nous qualifier pour la Coupe du Monde face au triple champion d'Afrique en titre. Ça reste un souvenir incroyable », se remémore l'ancien défenseur.

« ELIMINER L'EGYPTE, UN SOUVENIR INCROYABLE »

Et d'enchaîner : «Par rapport à mon histoire, par rapport à l'histoire de ma famille, etc. Il y a plein de choses qui reviennent en tête. Le clin d'œil de l'histoire, il est magnifique. Parce que ma carrière en tant que joueur, c'était une carrière d'un garçon qui travaille, qui croit en lui. C'est une chose qu'on dit à nos joueurs aussi. Je



n'étais peut-être pas le plus doué au départ au centre de formation, mais avec le travail le plus régulier possible. Et à la fin, on arrive à avoir des moments comme ça ».

Yahia est, aussi, revenu sur sa carrière en club, à travers des faits bien distincts. « Les souvenirs marquants, c'est mon premier contrat professionnel. Durant ma

période au centre de formation à Sochaux, j'ai eu la chance vraiment d'être dans un très très bon centre de formation et ce que vivent les jeunes me parle », dit-il.

« J'AI ENCORE DES LIENS TRÈS ÉTROITS AVEC BOCHUM »

Et de poursuivre : « Donc ces quatre années au centre du FC Sochaux avec des super souvenirs. Et puis mon premier contrat pro à l'Inter de Milan avec des champions du monde, des champions d'Europe où j'arrivais en tant que gamin dans ce vestiaire et découvrir le haut niveau par cette porte-là était vraiment une expérience exceptionnelle ». L'ancien Vert a, également, évoqué son expérience allemande. « Par la suite, j'ai eu l'opportunité de continuer ma carrière. Je pense à deux périodes, on va dire celle à Bochum en Bundesliga où je suis resté pratiquement cinq ans dans le même club où j'ai encore des liens très étroits avec le club et puis ma période en sélection pendant dix ans pratiquement », abondera-t-il.

« MON IDOLE ? MON PÈRE, UN SOUDEUR »

Quant aux conseils qu'il donnerait volontiers aux jeunes footballeurs, l'ancien Milanais a été très pragmatique. «Il faut croire en soi, croire en ses rêves et se donner les moyens. Au-delà de ce que j'ai pu vivre, c'est que, maintenant, mon introspection me dit comment on fait pour le transmettre, sans raconter d'histoire, mais avec la bonne pédagogie », estimera Yahia dont le modèle a toujours été son père. « Mon modèle, c'est mon père, qui était soudeur et travaillait en usine. Il a été ceinture noire de judo aussi. J'ai cette fierté d'avoir été son fils, d'avoir vu son parcours, d'avoir toujours travaillé et de m'avoir toujours dit que le travail paye. Peu importe où tu es, le travail paye. C'est ce que je véhicule à mes enfants. C'est ce que je véhicule à nos joueurs », conclut-il.

COUPE ARABE FIFA 2025 (PRÉPARATION)

Algérie- Palestine en amical les 9 et 13 octobre à Annaba

L'ÉQUIPE NATIONALE A> de football, composée de joueurs locaux, disputera deux matchs amicaux face à la Palestine, les 9 et 13 octobre prochain au stade du 19-mai 1956 d'Annaba, a annoncé la Fédération algérienne de football (FAF), lundi sur son site officiel. «Le premier match se jouera le jeudi 9 octobre à 20h30, alors que le second test aura lieu le lundi 13 octobre à 18h00», précise la même source .En prévision de ces deux rencontres amicales, les coéquipiers d'Abderahmane Meziane (CR Belouizdad), effectueront un stage de préparation du 6 au 13 octobre, le premier depuis leur élimination aux quarts de finale du dernier Championnat d'Afrique des nations CHAN (2-30 août), face au Soudan (1-1, aux t.a.b : 2-4).Ces deux rencontres de préparation entrent dans le cadre des préparatifs, en vue de la Coupe arabe de la FIFA, prévue du 1 au 18 décembre prochain à Doha (Qatar), et dont l'Algérie est le tenant du titre remporté en 2021. Lors de cette 2e édition de la Coupe arabe de la FIFA,

l'équipe nationale A> évoluera dans le groupe D en compagnie de l'Irak, ainsi que les vainqueurs des barrages Bahreïn-Djibouti et Liban-Soudan.

FRANCE : L'OM BAT LE PSG, GOURI TRÈS INTÉRESSANT

L'Olympique de Marseille recevait ce soir le Paris Saint-Germain dans le cadre de la cinquième journée de Ligue 1 McDonald's. Amine Gouri était titulaire pour le club phocéen. Ils auront attendu 14 ans. En recevant le PSG un lundi, suite à une série d'inondations, l'OM souhaitait briser la malédiction qui le frappait, lui qui a vu son grand rival devenir immensément riche, et immensément puissant. Pour l'occasion, Roberto De Zerbi a surpris son monde en alignant d'entrée Amine Gouri, là où les observateurs attendaient plutôt Pierre-Emerick Aubameyang. Gouri était jusqu'alors l'auteur d'un début de saison plu-

tôt moyen, et notamment parce qu'il était emprunté physiquement.Cette délicatesse physique ne s'est pas vu face à Paris. Absolument partout sur le terrain et enfin à nouveau aligné dans une position axiale qui lui va très bien, le numéro 9 a combiné, pressé, perforé, décalé, et il a trouvé la barre transversale sur une superbe frappe de loin qui aurait mérité meilleur sort. Sorti après d'énormes crampes, Amine Gouri lance enfin sa saison et démontre qu'il est bien vital pour un club phocéen... qui remporte la rencontre (1-0) et revient à trois points du leader. Prochain match à Strasbourg !

CHAMPIONNAT QATARI : L'ALGÉRIEN BERKANE (AL-WAKRAH SC) EN TÊTE DES BUTEURS

L'attaquant algérien d'Al-Wakrah SC, Redouane Berkane, s'est hissé en tête du classement des buteurs du championnat

qatari de football avec 5 réalisations, au terme de la 5e journée. L'ancien joueur de la JS Kabylie s'est distingué samedi en signant un doublé lors du match nul décroché sur le terrain d'Al-Sadd (2-2). Le joueur algérien aurait pu marquer un triplé, mais a raté un penalty en début de la rencontre.

Berkane (22 ans) s'est distingué sous les couleurs des canaris, la saison dernière, en inscrivant 10 buts et délivrant 2 passes décisives, en 30 matchs, toutes compétitions confondues, contribuant à la deuxième place décrochée par la JSK. En dépit de l'envie de la direction de le conserver dans l'effectif de l'entraîneur allemand Josef Zinnbauer, le joueur a préféré changer d'air. Convoité dans un premier temps par le club belge de Zulte Waragem, Berkane a été séduit par l'offre d'Al-Wakrah SC, 5e au classement du championnat avec 8 points, à cinq longueurs du leader Al-Shamal, où évolue l'attaquant international algérien Baghdad Bounedjah.



BenQ mise sur le QD-OLED : 4K, 540 Hz et DisplayPort 2.1 au programme

Un écran gamer QD-OLED, ça vous tente ? Avec une fréquence montant jusqu'à 540 Hz, BenQ propose trois modèles dotés des dernières technologies en termes d'image et de connectivité.

Le constructeur BenQ annonce trois nouveaux écrans gamer avec une dalle QD-OLED. Les modèles EX271UZ, EX321UZ et EX271QZ se destinent aux gamers exigeants et aux créateurs de contenu. Au programme, une définition 4K, une fréquence montant jusqu'à 540 Hz et une connectivité complète.

De nouveaux écrans pour gamers et créateurs

Les EX271UZ et EX321UZ partagent une définition 4K et un taux de rafraîchissement de 240 Hz, avec un temps de réponse de 0,03 ms. Ils intègrent des dalles QD-OLED de quatrième génération développées par Samsung.

Ces écrans offrent une couverture de 99% de l'espace colorimétrique DCI-P3 et une calibration d'usine pour une fidélité des couleurs optimale. Le modèle EX321UZ,

doté d'un écran de 32 pouces, se distingue par sa compatibilité avec le DisplayPort 2.1 (80 Gbps) et une certification DisplayHDR True Black 500.

Le EX271UZ (d'une diagonale de 27 pouces) propose le DisplayHDR True Black 400 et un prix plus accessible. Les deux écrans (EX271UZ et EX321UZ) bénéficient de la technologie Color Shuttle, qui propose plus de 120 profils de couleurs préconfigurés pour les jeux AAA.

Le EX271QZ, quant à lui, se positionne sur le segment des écrans 1440p avec un taux de rafraîchissement de 540 Hz. Ce qui permet de répondre aux besoins des joueurs en demande d'une fluidité extrême. Ce modèle, comme ses homologues 4K, offre des fonctionnalités telles que le FreeSync Premium Pro, la réduction du flou de mouvement et une connectique complète (HDMI 2.1, USB-C avec charge

90W, KVM intégré).

Une connectivité dernière génération au programme

Le EX321UZ est le seul des deux modèles 4K à supporter le DisplayPort 2.1, garantissant une transmission sans compression des signaux 4K à 240 Hz. Le EX271UZ utilise le DisplayPort 1.4 avec compression DSC (Display Stream Compression) pour atteindre les mêmes performances. Les deux écrans disposent également de deux entrées HDMI 2.1, compatibles avec les consoles nouvelle génération, ainsi que des fonctionnalités comme l'ALLM (Auto Low Latency Mode) et l'eARC (Enhanced Audio Return Channel) pour une intégration optimale dans les configurations multimédias. BenQ a également repensé le design du socle, réduisant son encombrement de 40 % par rapport aux modèles

précédents, et a intégré un système de gestion des couleurs basé sur l'intelligence artificielle. Ce dernier est capable d'analyser les styles visuels des jeux et d'ajuster automatiquement le rendu.

Prix et disponibilité

Les écrans EX271UZ et EX271QZ seront disponibles dès le premier trimestre 2026, aux prix respectifs de 999€ et 949€. Le EX321UZ, plus grand et doté de fonctionnalités supplémentaires, sera commercialisé au deuxième trimestre 2026 pour 1399€.

Xiaomi 17 : ces photos révèlent la capacité de la batterie des différentes versions



UNE GROSSE batterie dans un smartphone, ça vous tente ? Xiaomi s'apprête à casser la baraque avec une augmentation notable de la capacité de toute sa gamme. La série Xiaomi 17, attendue pour un lancement en Chine le 30 septembre 2025, fait de nouveau parler d'elle.

Alors que le constructeur chinois prépare l'arrivée de ses nouveaux smartphones haut de gamme équipés du Snapdragon 8 Elite Gen 5, une fuite récente révèle des informations précises sur les batteries de

la gamme. Une augmentation notable de la capacité par rapport à la version précédente serait au programme.

DE PLUS GROSSES BATTERIES POUR TOUTE LA GAMME

Selon les informations dévoilées, le modèle standard, le Xiaomi 17, serait doté d'une batterie de 7000 mAh, contre 5400 mAh pour le Xiaomi 15. Cette augmentation notable marque une volonté claire d'améliorer l'autonomie, souvent critiquée sur les appareils haut de gamme.

Le Xiaomi 17 Pro, quant à lui, embarquerait une batterie de 6300 mAh, soit une légère hausse par rapport aux 6100 mAh du Xiaomi 15 Pro.

Enfin, le Xiaomi 17 Pro Max se démarquerait avec une batterie de 7500 mAh, l'une des plus imposantes jamais intégrées à un smartphone.

Une quatrième batterie, d'une capacité de 6800 mAh, serait destinée au Xiaomi 17 Ultra, un modèle non encore officiellement annoncé, mais dont l'existence semble se préciser.

UNE RECHARGE PLUS RAPIDE POUR TOUS LES MODÈLES

Nonobstant l'augmentation des capacités, la série Xiaomi 17 bénéficierait d'une recharge rapide à 100 W, contre 90 W pour les modèles précédents. Cette amélioration, combinée à des batteries plus volumineuses, pourrait offrir une expérience utilisateur plus fluide. Seule condition, que le nouveau processeur Snapdragon 8 Elite Gen 5 ne consomme pas davantage d'énergie que ses prédécesseurs.

XIAOMI VEUT RATTRAPER SON RETARD SUR LES BATTERIES

Le constructeur souhaite rattraper son retard sur les batteries. D'autres fabricants comme Oppo et Realme ont pris le lead en proposant déjà des batteries de 7000 mAh, mais Xiaomi patine un peu sur ce point-là. Les performances de la batterie dépendront toutefois de l'usage qui est fait du smartphone par l'utilisateur. Cette nouvelle batterie plus imposante serait également idéale pour alimenter l'écran au dos de l'appareil.

Le futur iPhone pliable pourrait avoir le look de deux iPhone Air... et coûter très cher !



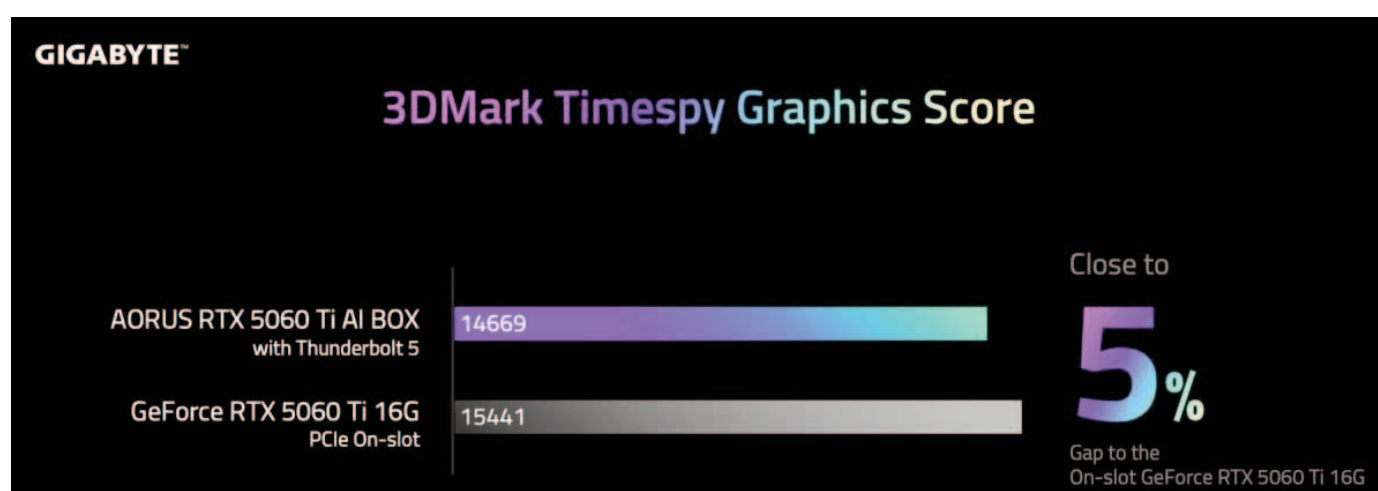
LE FUTUR IPHONE pliable vous fait déjà rêver ? Il y a de quoi, mais son prix pourrait être un frein à l'achat, avec un tarif de départ titillant celui d'un iPhone 17 Pro Max 2 To. Apple prépare l'arrivée de son premier iPhone pliable, un appareil qui pourrait marquer un tournant dans l'évolution des smartphones. Selon les informations relayées par l'analyste Mark Gurman, ce modèle, attendu pour 2026, adopterait un design inspiré de deux iPhone Air placés côte à côte. Ce choix esthétique permettrait à l'appareil de se replier pour adopter l'apparence d'un iPhone classique, tout en offrant un écran plus grand et une minceur assurée.

Gigabyte lance un eGPU sous RTX 5060 Ti... mais il y a (pour l'instant) un gros mais

Le taiwanais Gigabyte a lancé il y a quelques jours un nouveau GPU externe basé sur une NVIDIA GeForce RTX 5060 Ti. Prometteur, ce nouveau produit souffre toutefois d'une disponibilité encore floue.



Le nouveau Razer Core X V2 ne vous a pas convaincus ? Peut-être que l'Aorus RTX 5060 Ti AI BOX trouvera alors grâce à vos yeux. Lancé récemment par Gigabyte, cet eGPU est conçu pour apporter une dose de puissance graphique supplémentaire aux PC ultraportables, aux mini-PC et, plus largement, aux appareils compacts et / ou mobiles. Il embarque, comme son nom l'indique, une carte graphique milieu de gamme de dernière génération : la GeForce RTX 5060 Ti 16 Go, intégrée ici en version de bureau. Gigabyte enrichit son catalogue d'eGPU Comme le souligne VideoCardz, avec ce nouveau produit, Gigabyte enrichit son catalogue d'eGPU. La marque avait en effet présenté au Computex 2025 une première Aorus RTX 5090 AI BOX. Placée sur le très haut de gamme, cette dernière n'a visiblement pas encore atteint le marché français, mais se présentait comme la remplaçante de l'ancienne Aorus RTX 4090 Gaming Box du constructeur taiwanais, avec plus de 3000 TOPs de puissance de calcul (FP4) au compteur. Forcément plus modeste, l'Aorus RTX 5060 Ti AI BOX qui nous intéresse aujourd'hui



promet quand même de solides performances elle aussi. Gigabyte promet notamment un écart de performances de 5% seulement entre sa RTX 5060 Ti AI BOX (connectée en USB4 / Thunderbolt 5) et une RTX 5060 Ti de bureau connectée en PCIe. Cette nouvelle Aorus AI BOX bénéficie par ailleurs du système de dissipation WINDFORCE (dual fan) pour permettre une bonne tenue des performances

lors des charges GPU auxquelles elle ne manquera pas d'être soumise.

Le hic ? On ne sait pas quand il arrivera chez nous, ni à quel prix... Au-delà de sa dimension eGPU à proprement parler, ce nouveau produit embarque aussi un Dock regroupant 3 ports USB 3.2 Gen 2 et un port Ethernet. L'ensemble mesure 243 x 117 x 48 mm et

dispose d'un éclairage RGB. Sa connectique Thunderbolt 5 « plug and play » lui permet enfin de se connecter et d'alimenter un PC avec un seul câble. Reste la question du prix et de la date de lancement de ce produit sous nos latitudes. Gigabyte reste pour l'instant discret en la matière, pas seulement pour l'Europe d'ailleurs. Nous avons contacté Gigabyte France pour tenter d'en savoir plus.

Zoom sur BlackLock : un ransomware ultra sophistiqué en pleine croissance



L'ANNÉE DERNIÈRE, le groupe BlackLock, anciennement connu sous le nom d'El Dorado, a mis au point l'un des malwares les plus redoutables. Et ce dernier est toujours en circulation. Les chercheurs du cabinet ASEC ont observé une montée en puissance de ce ransomware depuis

mars 2024. BlackLock est devenu l'un des acteurs les plus actifs et le malware éponyme aurait enregistré une croissance de 1425% au quatrième trimestre 2024.

BlackLock : un mécanisme de double chiffrement

Le logiciel malveillant BlackLock a été développé en langage Go. D'emblée, il est nativement compatible avec les systèmes Windows, Linux ainsi que sur l'hyperviseur VMware ESXi. Pour les cyberhackers, il suffit donc d'une seule campagne pour compromettre simultanément des infrastructures informatiques hétérogènes. Le ransomware chiffre chaque fichier via l'algorithme ChaCha20 en utilisant une combinaison secrète unique. Chacun des éléments est donc verrouillé avec son propre cadenas nécessitant une clé spécifique. Chacune reçoit aussi un nombre aléatoire, un « nonce », pour rendre

chaque opération impossible à reproduire ou à deviner. De fait, seuls les outils des attaquants permettent de déchiffrer le contenu pris en otage.

Les informations de récupération (les métadonnées contenant la clé de chiffrement et les données permettant le déchiffrement) sont chiffrées via l'algorithme Elliptic Curve Diffie-Hellman (ECDH) et sont ajoutées à la fin de chaque fichier.

Comment BlackLock échappe aux antivirus

Les analystes expliquent qu'une fois la machine infectée, le ransomware active plusieurs options d'exécution via des arguments en ligne de commande, notamment -path pour spécifier les répertoires cibles, -delay pour programmer un délai de démarrage, ou -perc pour chiffrer seulement un pourcentage défini des blocs de données. Les hackers peuvent ainsi mieux

cibler leurs attaques en fonction du système infecté.

Plutôt que de lancer des commandes classiques pour interroger Windows (WMI), BlackLock utilise une méthode plus discrète. Il crée une sorte de module logiciel dans la mémoire de l'ordinateur, appelé "instance d'objet COM". Ce module sert d'intermédiaire pour effectuer ces requêtes. Il peut alors explorer ou supprimer les sauvegardes systèmes en toute discrétion. Puisque les antivirus passent au crible les disques locaux, ils ne sont pas en mesure de repérer le module dans la mémoire.

Ajoutons que sur Windows, le malware s'enrichit d'extensions en exploitant des projets open-source comme go-smb2 pour scanner et accéder aux dossiers partagés via le protocole SMB. D'emblée, une infection locale peut donc se propager aux disques et ordinateurs connectés.

Les oiseaux chantent dans leur sommeil !



Après avoir étudié l'activité cérébrale électrique des diamants mandarins, une espèce d'oiseaux de la famille des Estrildidés, une équipe de l'Université de Chicago a découvert que les oiseaux endormis utilisent leurs neurones selon des schémas complexes semblables à ceux produits lorsque les oiseaux étaient éveillés et chantaient. Les jeunes oiseaux apprennent à chanter en écoutant les adultes, puis s'entraînent en écoutant leurs propres tentatives. Les scientifiques croient que ces oiseaux stockent la mélodie après l'avoir entendue, puis, ils la répètent plus tard dans leur sommeil pour l'apprendre.

L'Australie a la plus grande population de chameaux dans le monde !



Avec le kangourou, le chameau l'un des animaux les plus répandus en Australie. Des milliers des deux principales espèces de chameaux sauvages australiens, la plupart des dromadaires, mais aussi chameaux de Bactriane, ont été importés en Australie au milieu du 19e siècle pour le transport des matières premières utilisés pour la construction. Dès le 20e siècle, le transport motorisé a remplacé le rôle du chameau dans le pays, il a donc été libéré dans la nature. Aujourd'hui, la population des chameaux sauvages est d'environ un million en Australie.

LE SAVIEZ VOUS

J Indépendant

Bonne nouvelle: des îles peuplées de manchots échappent (finalement) aux droits de douane imposés par Trump



Un archipel inhabité près de l'Antarctique, où ne vivent que des manchots, échappe finalement à de nouvelles taxes à l'importation imposées par le président américain Donald Trump.

En avril, le gouvernement américain avait imposé des droits de douane aux îles Heard et McDonald en Australie. Une mesure qui avait suscité l'étonnement de Canberra, car cet archipel australien inhospitalier n'est peuplé que de manchots, et d'aucun humain.

L'une des régions les plus reculées du monde
Les îles ne sont soumises qu'à un taux minimum de 10%. Toutefois, Washington avait inclus les îles Heard et McDonald sur la liste des pays qui doivent payer des droits d'importation "réciproques". L'archipel subantarctique, dans le sud de l'océan Indien, est l'une des régions les plus reculées du monde. Selon le Guardian, ces îles ne sont accessibles qu'après un voyage en bateau de deux semaines

depuis Perth, sur la côte ouest de l'Australie. Aucun homme n'y a mis les pieds depuis 10 ans.

Un accord conclu
Selon les chiffres du ministère américain de l'Économie, il

n'y a aucun commerce entre les États-Unis et cet archipel. "Il n'y a aucun endroit sûr sur Terre", avait réagi le Premier ministre australien Anthony Albanese. Mais bonne nouvelle: les pays qui voulaient éviter ces droits

d'importation "réciproques" ont conclu un accord commercial avec les États-Unis. C'est ainsi que l'archipel a échappé à ces tarifs supplémentaires. En revanche, le taux minimum de 10% reste en vigueur.

Une scène spectaculaire: un avion de chasse évite de justesse une plage espagnole remplie de touristes

LORS d'un ballet aérien à Gijón, en Espagne, un F/A-18 Hornet a évité de justesse un crash. L'appareil a plongé vers la plage bondée de spectateurs, mais a dévié juste à temps. Des témoins ont filmé l'avion rasant la mer avant de s'éloigner. Selon l'armée de l'air espagnole, le pilote a dû éviter une volée d'oiseaux. "Ce type d'action est une procédure standard pour garantir la sécurité du pilote et du public. Nos pilotes sont formés pour réagir à des situations inattendues en une fraction de seconde", a rapporté l'armée de l'air sur X.



"Le plus vieux bébé du monde" vient de naître aux États-Unis: l'embryon a été congelé il y a 30 ans

Dans l'Ohio, un bébé est né à partir d'un embryon congelé... il y a plus de trente ans, en 1994. C'est ce que rapporte le magazine scientifique MIT Technology Review. Les parents, Lindsey et Tim Pierce, âgés de respectivement 34 et 35 ans, étaient encore des enfants à l'époque.

THADDEUS DANIEL Pierce est né le 26 juillet. Il est le fils biologique de Lindsey et Tim, qui ont "adopté" un embryon issu d'un cycle de fécondation in vitro (FIV) mené dans les années 1990 par Linda Archerd, aujourd'hui âgée de 62 ans. À l'époque, Linda et son mari rencontraient des difficultés à concevoir un enfant, tout comme Lindsey et Tim aujourd'hui.

Une adoption d'embryon

La FIV consiste à féconder un ovule en dehors du corps, puis à implanter l'embryon dans l'utérus. Le traitement avait été un succès pour Linda Archerd, qui avait obtenu quatre embryons. L'un d'eux avait donné naissance à sa fille, aujourd'hui âgée de 30 ans. Les trois autres embryons avaient été congelés pour un usage futur. Après

la séparation du couple Archerd, Linda a obtenu le droit de garde sur les embryons. Finalement, elle a décidé de les céder via une adoption d'embryon. Elle souhaitait que ses embryons soient confiés à un couple marié, chrétien et vivant aux États-Unis, et c'est ainsi qu'elle a choisi la famille Pierce. "L'accouchement a été intense, mais tout se passe bien maintenant", confie Lindsey Pierce, la jeune maman.

UNE RESSEMBLANCE FRAPPANTE

Linda Archerd affirme que le bébé lui rappelle sa propre fille à cet âge-là. "J'ai ressorti l'album de naissance et j'ai comparé les photos. Il ne fait aucun doute qu'ils sont frère et sœur", dit-elle. Le fait qu'un embryon vieux de plus de trente ans ait été utilisé s'explique par la philosophie par-



ticulière de la clinique impliquée. De nombreuses autres auraient refusé ce genre de pratique, en raison du risque plus élevé de complications ou d'échec. Mais celle choisie par Archerd agit selon une conviction religieuse: réduire le nombre d'embryons congelés en leur donnant une chance de vivre.

Les rues de Vienne se parent de douces oasis de verdure: par quel miracle?

Redessiner l'espace urbain, une place de parking à la fois. C'est la petite révolution qu'ont lancée des habitants de Vienne en transformant des places de stationnement en "oasis de quartier", des îlots de verdure où voisins et passants se retrouvent.



La terre respire, elle tremble et s'agite sous nos pieds et s'il est un sol qui peut en attester, c'est bien celui de la Nouvelle-Zélande. Plus spécifiquement, celui de la région de Rotorua. Ici, au beau milieu de l'île du nord, une odeur de soufre et des nappes de fumée s'échappent des entrailles de la terre, formant un paysage fascinant fait de geysers, de bassins de boue et de sources d'eau bouillonnantes. Cette curiosité géothermique et la culture maori qui l'accompagne attirent chaque année des touristes venus du monde entier. En 2024, le site a accueilli en moyenne 18 000 visiteurs par jour, dont plus de 3 000 étrangers, selon les chiffres de l'Agence de développement économique et de l'Organisation régionale du tourisme de Rotorua (source Vistr).

"Il y a des sources thermales un peu partout en Nouvelle-Zélande, mais Rotorua est unique de par l'activité volcanique de Taupō", explique Brad Scott, spécialiste des informations volcaniques et expert de l'histoire géothermale de Rotorua pour le

Earth Sciences New Zealand (anciennement GNS Science). Le site se situe sur la ceinture de feu du Pacifique, une chaîne de volcans actifs parcourant les 40 000 km de pourtour de l'océan Pacifique. Deux volcans toujours actifs

La zone volcanique de Taupō a commencé à se former il y a 2 millions d'années et est active depuis environ 1,5 million d'années. Elle regroupe huit volcans de caldeira, dont deux toujours actifs : Taupo et Okataina, théâtre de l'éruption du Tarawera en 1886. Ces volcans contiennent d'importants volumes de roches chaudes d'une surface de 200 km³ qui génèrent un flux de chaleur supérieur à la moyenne. Ces vestiges de magma réchauffent l'eau du sol, formant des systèmes géothermiques étonnants. Tel un géant endormi, le volcan Rotorua, entré en éruption il y a 240 000 ans, nourrit encore l'activité géothermique de la région.

Cette surface géothermale s'étend sur une superficie d'environ 12 km², répartie en 13 systèmes géothermiques, dont "10 ou

11 zones adaptées au tourisme", détaille Brad Scott. 1 500 formations de surface y sont recensées.

La plupart d'entre elles étant des sources d'eau bouillante dont la température atteint 100 °C ou des sources d'eau chaude de 13 °C. "À deux ou trois kilomètres en dessous de la surface du sol, les températures atteignent 300 °C." À ces formations s'ajoutent de vastes étendues de sols chauds, des zones de sources acides, des lacs de cratère aux couleurs détonantes, des terrasses de sédimentation ou encore certains des derniers geysers de Nouvelle-Zélande.

Un équilibre entre exploitation et préservation

Ce paysage singulier abrite des habitats uniques. On y trouve par exemple une prédominance de plantes endémiques telles le Kānuka, le Mānuka ou le Mingimingi dans les zones dites "de sols chauffés". Les rives des cours d'eau, les sols chauffés et les sols hydrothermaux, tous présents

dans le système de Rotorua, sont classés "en danger critique d'extinction", selon un rapport de synthèse environnementale coécrit par Brad Scott et publié par le Earth Sciences New Zealand et le conseil régional de la baie de l'Abondance en septembre 2021.

C'est pourquoi il est important de maintenir un équilibre entre utilisation et préservation des systèmes géothermiques. Une leçon que les autorités en charge de la région ont apprise à leurs dépens. Pendant près d'une décennie (1880-1980), la surexploitation géothermique a réduit les écoulements de fluides, asséchant les formations rocheuses en profondeur.

De nombreuses sources et geysers ont cessé de jaillir, et le risque d'effondrement des sols a été décuplé. Depuis, les forages ont été réduits de près de 60 % entre 1980 et 2020, des régimes de réinjection ont permis de diminuer les affaissements, et les autorités locales mettent aujourd'hui un point d'honneur à ne pas reproduire les erreurs du passé.

Ces pays qui réinventent la cantine scolaire pour mieux nourrir les enfants



DE LIÈGE au Japon, en passant par les États-Unis, les cantines scolaires s'engagent pour une alimentation plus saine, locale et durable. Tour d'horizon de ces initiatives inspirantes qui changent la façon de nourrir les enfants.

1. Belgique : Liège fait sa mue
Fin 2024, Liège (200 000 habitants) a réussi le pari d'atteindre le 100 % bio dans

ses cantines scolaires et ses crèches. Une révolution pour la ville qui plafonnait, en 2020, à 5 % de bio dans la restauration scolaire. Elle s'est appuyée sur le réseau européen BioCanteens, qui permet aux villes de partager leurs expériences.

2. Japon : place au shokuiku
L'archipel japonais a lancé en 2005 une campagne nationale "d'éducation à l'alimentation et à la nutrition" (traduction du terme shokuiku), destinée à tous les âges de la vie, dès la crèche ! L'objectif : sensibiliser dès le plus jeune âge à un régime alimentaire sain et durable. Les écoles s'engagent notamment à supprimer les distributeurs automatiques et à servir plus de 50 % de produits locaux dans les menus.

3. États-Unis : le local à l'honneur
Le programme Farm to School a touché près de 75 000 écoles américaines depuis 2007. À travers lui, elles s'engagent à servir à la cantine des aliments frais produits

localement : fruits, légumes, oeufs, yaourts, viande... Elles intègrent aussi des cours de nutrition, des visites de fermes, des sessions de jardinage et des formations sur le recyclage. Le dispositif offre ainsi aux agriculteurs de nouveaux débouchés.

Dans les chocolats, céréales et biscuits, le cadmium inquiète les associations de consommateurs

SELON une enquête de l'UFC-Que Choisir, le chocolat et plusieurs produits cacao-tés contiennent une quantité "non négligeable" de cadmium, un métal lourd toxique à long terme pour la santé. Le chocolat contient une quantité "non négligeable" de cadmium, métal lourd aux effets nocifs pour la santé, met en garde jeudi l'UFC-Que Choisir, qui préconise de "modérer sa consommation", en particu-

lier chez les enfants. Selon l'association de défense des consommateurs, déguster dans la même journée deux biscuits fourrés Bjorg, un bol de Chocapic et une tasse de chocolat chaud Poulain apporte à un enfant de 10 ans "près de la moitié de la dose maximale quotidienne de cadmium" à partir de laquelle un risque sanitaire est possible. La valeur toxicologique de référence (VTR) de ce métal qui s'accumule dans l'organisme et expose à un risque accru de pathologies cardiovasculaires et de cancer a été fixée à "0,35 microgramme (µg) de cadmium par kilogramme de poids corporel par jour" par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses). Début juin, des médecins libéraux avaient alerté sur la contamination massive des Français – principalement les enfants et les femmes – au cadmium via des engrais phosphatés utilisés en agriculture, qui se retrouvent notamment dans les céréales du petit déjeuner, le pain ou les pommes de terre.



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
Quotidien national d'information
Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1^{er}-Mai
16016 Alger.

Tél. : (021) 67.07.48 / 49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax : (021) 67.07.46

Publicité
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
pub@jeune-independant.net

www.jeune-independant.net Fondé le 28 mars 1990 QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION Maison de la Presse Tahar-Djaout 1, rue Bachir-Attar, Place du 1^{er}-Mai 16016 Alger Tél. : (020) 06.44.02 (070 25.19.19 Fax : (020) 06.38.26	Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA ***** Gérant ALI MECHERI Directeur de la publication BOUDJEDRI TAHAR (KAMEL MANSARI) ***** IMPRESSION SIMPRAL *****	PUBLICITÉ Régie pub JI Tél. : (021) 66.26.13 Fax : (021) 66.06.10 jeuneindependant@yahoo.fr CONTACTEZ AUSSI ANEP « POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger. Téléphone : (020) 05.20.91 (020) 05.10.42 Fax: (020) 05.11.48	(020) 05.13.45 (020) 05.13.77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ouargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz ***** BUREAUX RÉGIONAUX • Annaba 3, rue Ibn Khaldoun, Annaba Mob. : (0662) 18.41.81 Fax : (038) 80.20.36	• Tizi Ouzou 6, rue Capitaine Si Abdallah 15 000 Tizi Ouzou Tél. : (026) 22.95.62 Fax : (026) 22.95.62 • Constantine Maison de la persse Ahmed Taâkoucht, Constantine Tél-Fax : (031) 66.32.64 • Bejaïa	Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir Bureau N° 10 N° Tél : 034-12-66-21 Email : ljibejaia@yahoo.fr • Tipasa B.P. 66-A 42 000 Tipasa Tél. : (024) 43.60.26
---	---	--	--	---	---

© 1990-2025

Jeune-Indépendant. Tous droits
réservés. Reproduction partielle
ou totale, par quelque procédé
que ce soit, interdite sans
autorisation expresse de la
Direction.

Les documents remis, envoyés
ou électroniquement transmis au
Journal ne sont pas retournés et
ne peuvent faire l'objet d'aucune
réclamation, sauf accord écrit
préalable.

Une péricardite correspond à l'inflammation du péricarde, l'enveloppe du cœur. "Le péricarde entoure le cœur. Il est composé de deux feuillets (un feuillet pariétal qui est extérieur et un feuillet viscéral qui est intérieur). Et au sein de l'espace péricardique, il y a du liquide lubrifiant qui enveloppe le cœur et qui lui permet de se contracter et de bouger sans qu'on le sente. En cas d'inflammation du péricarde, les feuillets ne peuvent plus glisser l'un contre l'autre sans frottement, ce qui peut entraîner des douleurs. C'est un peu comme si on frottait deux morceaux de cuir entre eux : ils accrochent", décrit le Dr Delesalle. La péricardite provient le plus souvent d'un mécanisme inflammatoire, réactionnel à une infection virale.

Il y a plusieurs types de péricardites :

► la péricardite aiguë : elle survient d'un coup et dure peu de temps (quelques semaines)

► la péricardite chronique : elle dure plus de 3 mois. Généralement, elle résulte d'une tuberculose ou est consécutive à une radiothérapie (au niveau du sein gauche notamment lors d'un cancer du sein) ou à une chirurgie cardiaque "Pour opérer le cœur, on l'ouvre et il peut y avoir une réaction inflammatoire à distance de l'opération qui va devenir chronique et qui va entraîner une constriction du péricarde : l'enveloppe n'est plus très souple, devient rigide ou plus épaisse, ce qui va contraindre le cœur qui aura moins d'espace pour sa mobilité. Dans ce cas, on parle de péricardite chronique constrictive" explique le Dr Delesalle. Avant d'ajouter : "Dans le cas d'une péricardite chronique, l'inflammation dure plus longtemps que pour une péricardite aiguë, ce qui peut entraîner un remaniement fibreux du péricarde, dont des calcifications."

► la péricardite qui provient d'un épanchement "autrement dit, d'un liquide en excès dans la cavité péricardique", précise notre cardiologue. On parle d'épanchement péricardique pour caractériser l'accumulation de liquide autour du cœur.

► la péricardite sèche lorsqu'il n'y a pas de liquide en excès dans la cavité péricardique, en opposition à la péricardite avec épanchement. "Attention à ne pas poser le diagnostic de péricardite sèche à tort, car certains épanchements peuvent être invisibles à l'échographie cardiaque" tient à préciser notre interlocuteur.

► la péricardite idiopathique quand on ne connaît pas sa cause.

Quelles sont les causes d'une péricardite ?

Une infection virale (infection ORL bénigne : rhume, angine, laryngite, rarement Covid...).

Une infection bactérienne.

Une infection pulmonaire.

Un cancer.

Des rayons de radiothérapie.

Une tuberculose (péricardite chronique).

Des maladies auto-immunes (lupus érythémateux systémique (ou disséminé), (poly)arthrite rhumatoïde, fièvre rhumatismale ...).

Une insuffisance rénale.

Un infarctus (forme tardive de péricardite).

Une chirurgie cardiaque (péricardite sur une effusion de sang).

Certains virus peuvent être responsables d'une péricardite comme :

Entérovirus (coxsackie)

Herpès (cytomégalovirus, virus Epstein-Barr, human herpes virus-6)

Adénovirus

Parvovirus B19

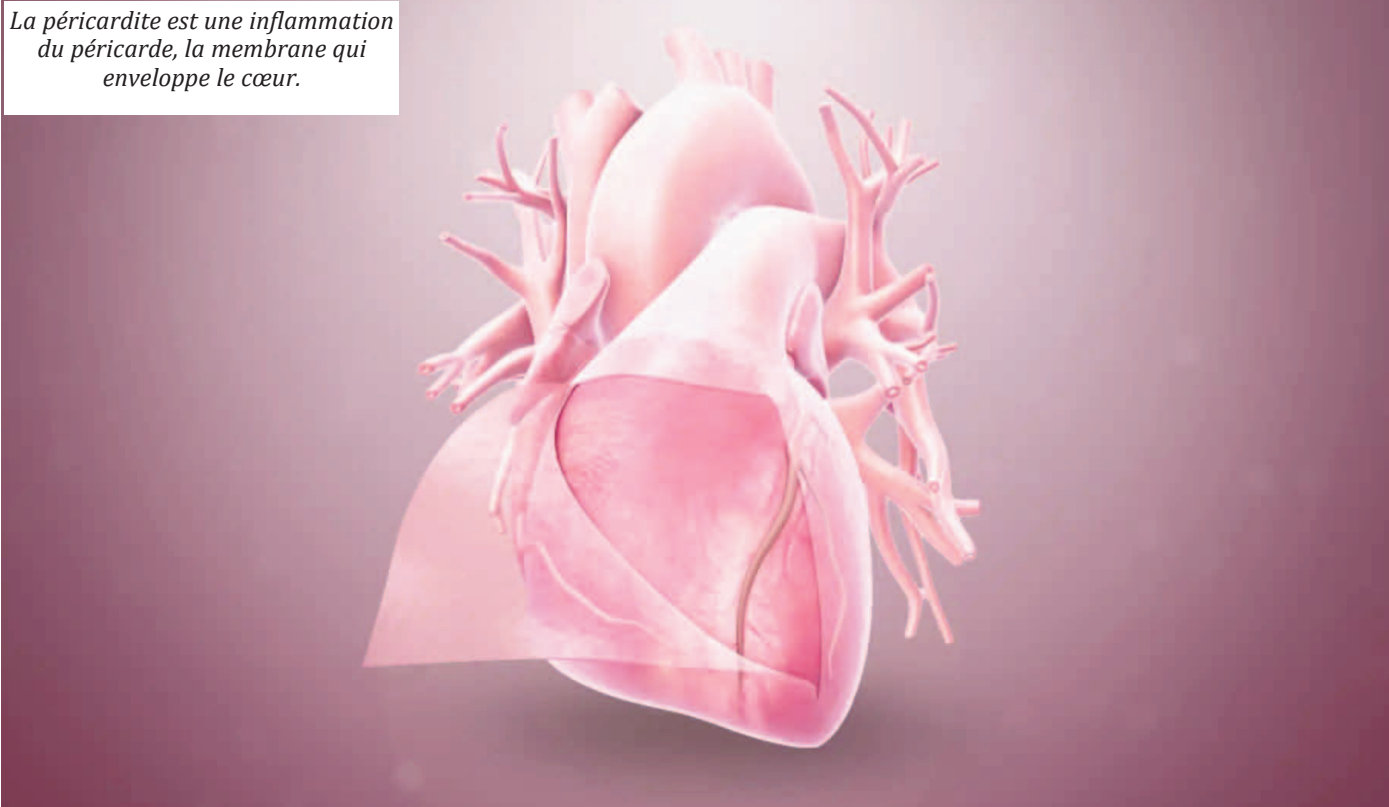
Sars-CoV-2 (c'est rare)

Péricardite virale : symptôme, cause, durée, traitement

Inflammation du péricarde, la membrane qui enveloppe le cœur, la péricardite est dite "virale" quand elle est due à un virus.

Quels sont les symptômes ? Les traite-

La péricardite est une inflammation du péricarde, la membrane qui enveloppe le cœur.



Péricardite : de l'eau autour du cœur, est-ce grave ?

ments ? Éclairage avec le Dr Walid Amara, cardiologue au Groupe Hospitalier Grand Paris Nord Est et Président Île de France du Collège National des Cardiologues des Hôpitaux.

Quels sont les symptômes d'une péricardite ?

Une péricardite peut être symptomatique ou asymptomatique (sans symptômes). "Généralement, une péricardite virale chez un sujet jeune entraîne une douleur dans la poitrine. Mais une péricardite peut également être détectée de manière fortuite suite à des examens réalisés dans le cadre d'un cancer ou d'une autre pathologie (cirrhose du foie, pathologie digestive...) sans que le patient n'observe une douleur particulière", détaille le Dr Delesalle. Dans le cas d'une péricardite symptomatique, on peut observer une fièvre, des difficultés à respirer, des palpitations, un essoufflement, de la toux...

Comment reconnaître la douleur d'une péricardite ?

La douleur typique d'une péricardite est "une douleur à la poitrine, oppressante, du côté du cœur (mais pas toujours), augmentée en position allongée et lors de l'inspiration" décrit notre spécialiste.

Comment pose-t-on le diagnostic d'une péricardite ?

"Face à une suspicion de péricardite, la plus grande difficulté est d'affirmer le diagnostic afin de mettre en place un traitement adapté", prévient notre interlocuteur. Pour cela, on se base sur plusieurs critères. Un faisceau d'arguments cliniques : le type de douleur ressentie, la présence de fièvre. L'écoute du cœur en auscultation à l'aide d'un stéthoscope (un bruit très particulier de frottement peut alerter le médecin). Des signes spécifiques à l'électrocardiogramme. L'aspect du cœur sur l'échographie cardiaque (épanchement péricardique...). Les résultats de la prise de sang (élévation des biomarqueurs d'inflammation). La preuve d'une inflammation péricardique par une technique d'imagerie (scanner, IRM). Les résultats d'une radiographie thoracique.

Quels traitements pour guérir une péricardite ?

Le traitement dépend du type et de l'origine de la péricardite :

► Face à une péricardite virale chez un

sujet jeune et en bonne santé, le traitement consiste en la prescription d'anti-inflammatoires : l'aspirine (administrée pendant quelques semaines, schéma à posologie décroissante avec différents paliers) et la colchicine (administrée au long cours, pendant deux à trois mois afin de limiter le risque de récurrence de péricardite). En plus des anti-inflammatoires, on peut aussi administrer des antidouleurs tel que le paracétamol. "S'il y a un épanchement, on refait un contrôle de l'échographie pendant le traitement anti-inflammatoire et après pour s'assurer que l'épanchement régresse. On fait un contrôle de la prise de sang pour vérifier que l'inflammation régresse et envisager d'arrêter les anti-inflammatoires", détaille le cardiologue.

► Face à une péricardite tuberculeuse, il faut traiter la tuberculose.

► Face à une péricardite d'origine bactérienne, le traitement consistera en la prise d'antibiotiques

► Face à une péricardite avec épanchement, chez un patient pris en charge pour un cancer, ce sera éventuellement de la colchicine, de la chimiothérapie voire une ponction chirurgicale du péricarde.

Quelles sont les complications possibles d'une péricardite ?

Parmi les complications possibles d'une péricardite :

► La myocardite, une inflammation du muscle cardiaque associée à un risque d'arythmie cardiaque et d'arrêt cardiaque

► La récurrence d'une péricardite (on parle d'une péricardite incessante ou intermittente). Dans ce cas, on peut être amené à faire des examens plus poussés, notamment des sérologies virales plus recherchées pour détecter le virus en cause, ainsi qu'une IRM cardiaque.

► La tamponnade cardiaque est la complication d'un épanchement péricardique. "Dans ce cas de figure, l'enveloppe cardiaque (donc le péricarde) se remplit de liquide de façon tellement importante que le liquide va comprimer le cœur, qui n'arrive plus à se remplir de sang à chaque cycle cardiaque, donc le cœur s'accélère, la tension baisse, il peut y avoir des œdèmes au niveau des jambes et cela peut conduire à l'arrêt cardiaque", explique le Dr Delesalle.

Comment faire la différence entre une myocardite et une péricardite ?

"Une péricardite est une inflammation du péricarde qui entraîne une douleur, donc un symptôme qu'il convient de traiter, mais elle n'est pas grave en soi. En revanche,

une myocardite est une inflammation du muscle cardiaque qui est associée à un risque d'arythmie cardiaque (trouble du rythme cardiaque) et donc d'arrêt cardiaque. Donc s'il y a une péricardite avec une myocardite, on va privilégier la prise en charge de la myocardite", insiste le Dr Delesalle. La façon de les distinguer est de faire un dosage de la troponine qui est une enzyme cardiaque.

► Troponine élevée : signe d'une inflammation du muscle cardiaque, on s'oriente plutôt vers une myocardite.

► Troponine normale : signe d'une inflammation de la membrane cardiaque, on s'oriente plutôt vers une péricardite.

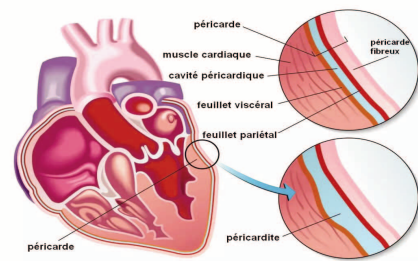
Une péricardite est-elle mortelle ?

"En général non, répond d'emblée notre interlocuteur. Néanmoins, c'est intéressant de poser un diagnostic assez vite pour mettre en place un traitement adapté. Il y a toutefois un premier problème : les symptômes cliniques et les signes à l'ECG sont variables et dépendent de la position des feuillets. De même, le frottement à l'auscultation peut être entendu à un moment T et ne plus être entendu 5 minutes après, ce qui complexifie le diagnostic. Faire le diagnostic d'une péricardite permet aussi et surtout d'éliminer par une prise de sang le diagnostic d'une myocardite associée, qui peut être mortelle"

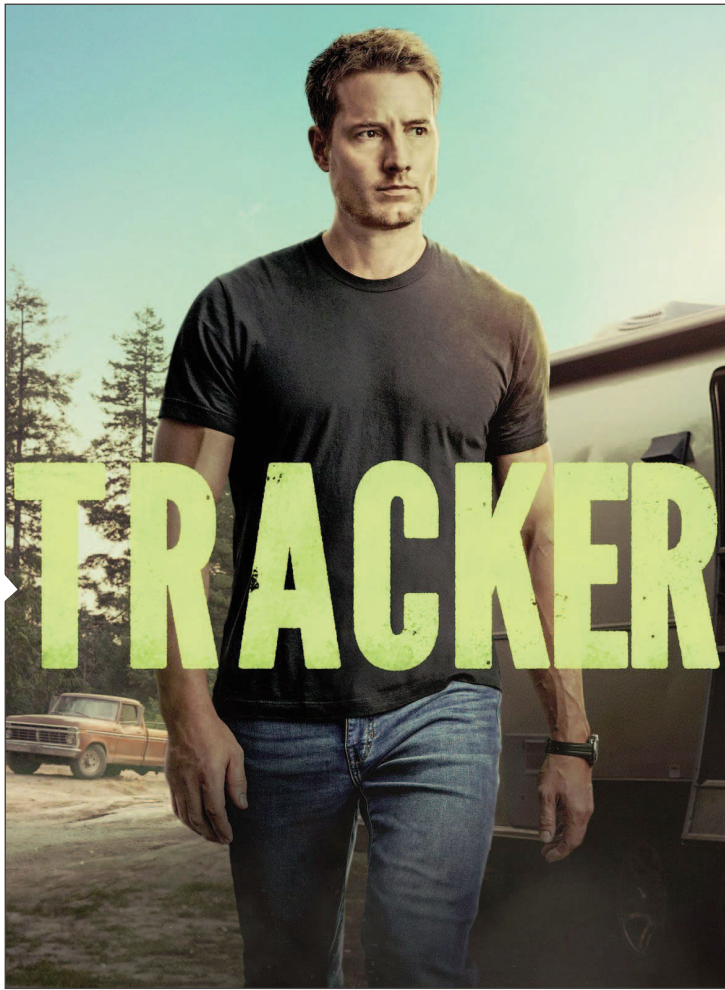
Combien de temps d'arrêt pour une péricardite ?

Généralement une péricardite aiguë nécessite une période de convalescence et peut nécessiter un arrêt de travail allant de 2 à 4 semaines, "mais l'arrêt de travail n'est pas systématique, tout dépend du métier et s'il y a une activité physique ou non", rappelle notre interlocuteur. "Dans tous les cas, la reprise du travail doit être progressive.

Schéma d'une péricardite avec épanchement



BIEN-ÊTRE



télévision

PROGRAMME DU JOUR		
21h05	Série policière Etats-Unis - 2024 Tracker	TF1
21h05	Série humoristique France - 2025 Dans de beaux draps	2
21h00	Jeu (2025 - France) Le meilleur pâtissier	6
21h05	Drame France - 2024 Le Mohican	CANAL+
20h50	Magazine de société Saison 2025 Que s'est-il vraiment passé ?	W9
20h50	Film policier Etats-Unis - 2025 Kiss Kiss Bang Bang	CINE + FRISSEUR
21h05	Société France - 2025 La vie secrète des supermarchés	6ter
21h00	Cinéma - 2024 La Petite Vadrouille	CINE + PREMIER
21h10	Football : Ligue Europa Betis Séville / Nottingham Forest	CANAL+ SPORT
21h00	Court métrage - 2008 Jouer avec le feu	CINE CINEMA
20h50	Comédie Etats-Unis - Italie - 2016 Zoolander 2	CANAL+ family
21h15	Comédie France - 2018 Les Tuche 3	TMC



Série dramatique (2025 - France)
Saison 1 - Épisode 1-2

Marie-Antoinette : L'affaire Du collier

Dans la tourmente politique du XVIIIe siècle, le joaillier Böhmer, inquiet de ne pas avoir reçu le paiement pour un collier somptueux, s'adresse directement à Marie-Antoinette (Emilia Schüle). La reine, déconcertée par cette demande inattendue, exige des éclaircissements sur cette transaction. Parallèlement, le cardinal de Rohan (Louis Cunningham), impliqué dans cette affaire, est arrêté et conduit à la Bastille, une situation qui crée une onde de choc au sein de la cour.

22h00
Série dramatique (2025 - France)
Saison 1 - Épisode 2

Marie-Antoinette : L'affaire Du collier

Le scénario dense aborde plusieurs thèmes en mettant en scène plusieurs personnages historiques dans cette période où s'amorce le déclin du roi et la reine de France.

HORAIRES DES PRIÈRES	A N N A B A					CONSTANTINE					A L G E R					O U A R G L A					C H L E F					M O S T A G A N E M					O R A N				
	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha
	04:44	12:21	15:46	18:23	19:47	04:49	12:25	15:51	18:27	19:51	05:04	12:40	16:05	18:42	20:05	05:00	12:31	15:57	18:33	19:52	05:11	12:47	16:12	18:48	20:12	05:16	12:51	16:17	18:53	20:16	05:19	12:54	16:20	18:56	20:19

LE JEUNE

N° 8297 — MERCREDI 24 SEPTEMBRE 2025

INDÉPENDANT

www.jeune-independant.net

direction@jeune-independant.net



	Maximales	Minimales
Alger	26°	20°
Oran	28°	18°
Constantine	23°	16°
Ouargla	36°	24°

ALGÉRIE – RUSSIE

Une coopération militaire au service de la stabilité régionale

L'Algérie et la Russie ont réaffirmé, hier, leur volonté commune de renforcer et de diversifier leur coopération militaire. Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale et Chef d'État-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a reçu, au siège de l'État-Major de l'ANP, le directeur du Service fédéral pour la coopération militaire et technique de la Fédération de Russie, Shugaev Dmitry, à la tête d'une importante délégation. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

Cette audience a vu la participation de généraux-majors et de hauts responsables de l'ANP et du ministère, aux côtés des membres de la délégation russe. Les discussions ont porté sur l'état actuel de la coopération militaire bilatérale et les perspectives de son élargissement, tout en abordant des dossiers régionaux et internationaux d'intérêt commun. Dès l'entame de son allocution, le Général d'Armée Chanegriha a souhaité la bienvenue à ses hôtes, qualifiant cette visite d'« étape supplémentaire dans le processus de consolidation des relations historiques entre nos deux pays de manière générale, et entre nos institutions militaires respectives en particulier ». Il a insisté sur la dynamique renouvelée qui a marqué ces dernières années les échanges militaires algéro-russes, citant les « récentes visites de haut niveau » qui ont, selon lui, « permis d'élargir les perspectives de partenariat bilatéral ».



Saïd Chanegriha avec Shugaev Dmitry.

La coopération militaire entre l'Algérie et la Russie n'est pas nouvelle. Héritière d'une longue tradition remontant à l'indépendance de l'Algérie, elle s'est consolidée au fil des décennies à travers l'acquisition d'équipements, la formation et l'échange d'expertise. Le Général d'Armée a d'ailleurs tenu à replacer cette rencontre dans ce cadre, en insistant sur la volonté de l'Algérie de

diversifier ses partenariats tout en s'appuyant sur des alliances solides. « L'Algérie cherche à établir des partenariats multiples et diversifiés avec les pays amis », a affirmé Chanegriha, rappelant que cette démarche s'inscrit dans les principes de la politique étrangère nationale, fondée sur « le respect du droit international et la recherche assidue de solutions pacifiques aux conflits ».

En outre, le chef d'État-Major a également évoqué le contexte géopolitique mondial marqué par de multiples tensions. « Dans ce contexte mondial complexe et cette conjoncture régionale instable, l'Algérie s'emploie à développer des réseaux de relations réunissant la quête de solutions fondées sur le dialogue et la promotion des impératifs du développement durable, en vue de bâtir un avenir commun reposant sur la solidarité et le respect de la souveraineté des États », a-t-il martelé. La rencontre a été également l'occasion pour les deux parties d'échanger analyses et points de vue sur les grandes questions de sécurité internationale, renforçant ainsi le dialogue stratégique. Le volet symbolique n'a pas été oublié : à l'issue des discussions, les deux délégations ont procédé à un échange de cadeaux, geste qui illustre la profondeur des liens d'amitié entre Alger et Moscou.

Aymen D.

L'ALGÉRIE ACCUEILLE LES 7^e RENCONTRES AFRIQUE-EUROPE

Un rendez-vous international des huissiers de justice

L'ALGÉRIE accueille aujourd'hui et demain la 7^e édition des Rencontres Afrique-Europe des huissiers de justice. Cet événement est organisé par la Chambre nationale des huissiers de justice, en partenariat avec le ministère de la Justice et avec le soutien de l'Union internationale des huissiers de justice, a indiqué hier la Chambre dans un communiqué des organisateurs. Placées sous le patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, ces assises visent à renforcer les passerelles de coopération entre les praticiens du droit à l'échelle mondiale, selon les informations contenues dans le communiqué.

À cet égard, la Chambre nationale des huissiers de justice a souligné que ce rendez-vous verra la présence de « plus de 180 étrangers représentant 33 pays issus de différents continents » ainsi que de « plus de 700 participants algériens ». Parmi les personnalités attendues figurent Marc Schmitz, président de l'Union internationale des huissiers de justice, Rosine Bogoré, présidente de l'Union africaine des huissiers de justice, ainsi que Christophe Bernasconi, Secrétaire général de la Conférence de La Haye de droit international privé (HCCH). Pour les organisateurs, le fait que l'Algérie ait été retenue face à un autre pays candidat pour abriter cette 7^e édition « repré-

sente une reconnaissance internationale des compétences de ses institutions professionnelles et de leur engagement à respecter les standards internationaux ». Cette désignation, selon eux, s'inscrit dans une dynamique où l'Algérie « confirme son rayonnement et son rôle actif sur la scène mondiale ». Au cours de ces rencontres, les participants débattront de l'évolution du rôle de l'huissier de justice dans la société face aux mutations numériques et sociales, ainsi que de sa mission en matière de médiation, de protection des droits et de fourniture d'un service public efficace, toujours selon la même source.

Khalil A.

FRANCE

Attaque contre une mosquée à Grenoble

UNE ATTAQUE antimusulmane a été perpétrée ce mardi 23 septembre contre la mosquée de Teisseire à Grenoble, dans le sud-est de la France lorsqu'un individu cagoulé s'est introduit dans le lieu de culte pour agresser au couteau les fidèles lors de la prière de l'aube. L'individu s'est précipité sur les fidèles qui s'apprêtaient à accomplir la prière d'El Fadjr, l'une des cinq prières quotidiennes de la religion musulmane, avant de prendre la fuite lorsqu'il a été dissuadé par la réaction défensive de trois fidèles qui ont tenté de le neutraliser.

La police locale a été alertée par les victimes de l'agression. Une enquête a été ouverte pour retrouver l'agresseur et déterminer le mobile de son acte. Suite à cette attaque, l'administration de la mosquée a invité, dans un message diffusé sur les réseaux sociaux, les fidèles à faire preuve d'une extrême vigilance contre de similaires actes de violence. Le quartier de Teisseire est l'un des quartiers à forte communauté musulmane à Grenoble. Ces attaques sont devenues monnaie courante en France. La Mosquée d'Echirolles à Grenoble a fait également l'objet de

plusieurs actes antimusulmans. Des graffitis anti musulmans ont été inscrits sur les murs des mosquées tandis que des têtes de porc ont été déposées à l'entrée des salles de prières. Cette énième agression contre des musulmans en France intervient dans un climat de haine anti musulman et anti étranger qui monte crescendo alimenté par le discours extrémiste de la droite raciste et des cercles pro sionistes notamment au sein des médias français.

Majda Khellaf

SOLIDARITÉ SCOLAIRE

Le CREA boucle son opération nationale

L'INITIATIVE de solidarité lancée par le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) pour soutenir les élèves issus de familles nécessiteuses a connu son épilogue, hier, à l'aéroport international Houari-Boumedienne. La dernière cargaison de fournitures scolaires a pris la direction de la wilaya d'Adrar, acheminée par la compagnie Air Algérie, partenaire logistique de l'opération.

Selon le président du CREA, Kamel Moula, cette campagne, préparée durant huit mois en coordination avec les autorités publiques, les collectivités locales et les opérateurs économiques, a permis de distribuer d'importantes quantités de fournitures scolaires à travers plusieurs wilayas du pays. L'objectif : assurer aux enfants issus de foyers modestes toutes les conditions nécessaires pour une rentrée scolaire 2025-2026 réussie.

« Ces aides couvrent l'ensemble des besoins de base des élèves défavorisés, afin qu'ils puissent suivre leurs cours dans de bonnes conditions », a précisé M. Moula, rappelant que cette démarche s'inscrit dans le cadre des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à alléger les charges pesant sur les familles et à garantir l'égalité des chances en milieu scolaire.

Pour de nombreuses familles, la rentrée de cette année a été accueillie avec « soulagement », grâce à la disponibilité et aux prix abordables des fournitures scolaires. Une accessibilité rendue possible par la mobilisation conjointe des partenaires économiques et des collectivités locales, qui ont permis de renforcer les dispositifs de soutien. En amont de la rentrée, de grands salons régionaux et diverses expositions locales ont été organisés afin de mettre à disposition des familles des fournitures scolaires à des tarifs préférentiels. Ces initiatives ont contribué à désengorger les marchés et à garantir un approvisionnement régulier, évitant ainsi les tensions constatées lors des précédentes rentrées.

S. N.